la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 473 — Nouvelle série — Numéro 172

JUIN 1962 — PRIX : 1,50 NF

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .... 8 NF (800 fr.)
Un an .... 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois .... 10 NF (1.000 fr.)
Un an .... 18 NF (1.800 fr.)
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 473 - Juin 1962

ENTRE NOUS...

En rédigeant chaque mois cet « Entre nous. », nous nous demandons si ce n'est pas simple remplissage, si nous sommes lus par ceux à qui nous nous adressons.

Nous étions vraiment par trop modestes. Non seulement on nous lit, mais on tient compte de ce que nous écrivons.

On avait sans doute remarqué l'encart de notre numéro d'avril... Mais on n'avait pensé qu'il s'agissait d'un appel... aux autres. Pendant toute notre vie militante, nous avons souvent rencontré de ces camarades sincères et désintéressés, tout disposés à tous les sacrifices indispensables, mais attendant toujours que sonne l'heure décisive. En temps ordinaire, on a toujours de sérieuses excuses pour ne pas gaspiller un temps précieux à exécuter d'humbles besognes administratives ou d'accomplir des gestes collectifs de propagande. On est convaincu que d'autres travailleront, que d'autres se consacreront aux tâches fastidieuses et rebutantes, et qu'il y aura suffisamment... d'autres pour remplir les salles de meeting ou garnir les manifestations de masses.

Mais amis et lecteurs de la R.P. sont par définition des gens qui ayant choisi de se faire librement une opinion doivent normalement ne pas laisser à d'autres la mission de consolider la « coopérative intellectuelle » dont ils ont compris la nécessité. Ils savent aussi sans doute que selon la grande parole de Charles Vildrac dans le « Paquebot Tenacity » : « Il faut sans doute que tout le monde marche... Mais tout le monde, cela commence par UN... et un, c'est TOI, c'est MOI... ».

Il a donc suffi que nous rappelions... ENTRE NOUS... la nécessité d'un effort individuel pour que les listes d'abonnés possibles tombent au courrier. Les plus copieuses nous viennent de camarades appartenant à dix départements différents... l'une d'elles porte 44 noms !...

Qui fera mieux ? Car ce premier lot de réponses ne peut qu'encourager les autres, un peu plus lents. Que nos vieux amis, parfois sceptiques sur l'efficacité de notre constance, rougissent de leurs propos décevants. Parmi les expéditeurs de listes, beaucoup de noms inconnus au noyau de la R.P.

Voilà qui nous invite à continuer « l'Entre nous ». Monatte attachait une importance essentielle à cette rubrique régulière. Il y voyait une conversation avec les lecteurs non sur le contenu de la revue mais sur les moyens de la diffusion.

Ce serait là un moyen de rajeunir la formule. Car on se rajeunit toujours, en tentant d'accomplir ce que Monatte avait conçu et proposé.

Sans doute le contenu et la diffusion sont-ils liés ? On peut affirmer qu'il faut d'abord améliorer le contenu pour augmenter la diffusion. C'est un cercle vicieux. Car c'est l'organisation de la diffusion qui ouvre à la « R.P. » de nouveaux domaines à prospecter, donc de nouvelles activités touchées par elle, donc l'enrichissement de sa rédaction. Diffuser la « R.P. » c'est augmenter son format, grossir les groupes d'amis, appeler de nouvelles collaborations — c'est améliorer et enrichir son contenu.

Des abonnés possibles d'abord, des diffuseurs bénévoles qui contrôlent l'effet de l'envoi de propagande... c'est plus et mieux qu'un simple enrichissement, c'est un rajeunissement de l'équipe de la revue.

UN APPEL ANGOISSÉ :

Louis Lecoin se meurt pour la liberté

Au 13e jour de sa grève de la faim, ils l'ont condamné à mort.

Lui, Sa Grandeur, offensé de se voir donner la leçon par un simple citoyen.

Eux, les ministres au cœur sec, n'osant braver le maître, prisonniers de l'appareil militaire, judiciaire et administratif, s'appuyant sur une législation périmée qui a refusé jusqu'alors pour les objecteurs de conscience l'institution d'un service civil reconnu dans la plupart des pays du monde.

Son crime : il avait cru en leurs promesses sur la foi desquelles il s'était engagé auprès des objecteurs et de leurs familles, annonçant, comme on le lui avait laissé entendre, leur libération dès le cessez-le-feu en Algérie.

Il dénonce le scandale d'une justice partiale qui, en vertu des accords d'Evian, proclame une amnistie pour les militaires ou policiers français qui ont tué et torturé, tandis qu'elle maintient en prison des hommes seulement coupables d'être restés fidèles à leur idéal de paix et de fraternité humaine.

Certes, le Conseil des ministres du 13 juin a examiné le problème des objecteurs de conscience, et c'est là un premier résultat de l'action de Lecoin. Les ministres et Mongénéral pensaient libérer leur conscience en annonçant la décision prochaine de ramener de cinq à trois ans la détention des objecteurs condamnés pour refus d'obéissance. Mesure qui entrerait en application, dit le communiqué, « au moment même où la durée du service militaire sera effectivement réduite à dix-huit mois ». Ce n'est donc pas pour demain et, au surplus, elle n'intéresse que 25 des 130 ou 150 objecteurs emprisonnés.

Cela ne saurait satisfaire Lecoin qui, lui, s'est engagé pour tous les objecteurs emprisonnés et qui veut tenir parole, même si les autres manquent à la leur.

Que demande-t-il en somme : une suspension de peine ou la libération conditionnelle des objecteurs, en attendant l'adoption du statut les concernant.

Et c'est pourquoi, tandis que l'homme à la conscience élastique part le cœur léger se faire à nouveau plébisciter par les foules badaudes, quelque part dans Paris, tout en haut d'un modeste immeuble, dans une pièce retirée du « Secours aux objecteurs de conscience », un autre homme — qui n'est pas un inconnu pour la plupart des lecteurs de la « R.P. » — en est à son 15e jour de jeûne volontaire, bien résolu à ne point faillir à la mission qu'il s'est imposée.

Sur son lit, où il ne tient plus maintenant que par l'exceptionnelle force de volonté qui l'anime, il lui est arrivé d'évoquer, avant que la faiblesse lui ferme la bouche, ses luttes passées, ses campagnes : les réussites et les échecs dans le combat permanent de toute sa vie qui ne fut qu'un long dévouement pour la défense des opprimés, des persécutés de tous les pays.

L'homme et l'œuvre

Avec lui remontons ce passé, un passé lourd de bonnes actions et qui peut être un enseignement, un exemple à méditer...

C'est d'abord, en 1910, Aristide Briand étant ministre; la grève des cheminots bat son plein. L'armée est employée contre les grévistes et le soldat Lecoin, qui a rejoint l'armée avec répugnance, fort de ses convictions syndicalistes et libertaires, signifie à son capitaine qu'il ne fera pas le briseur de grève contre ses camarades en lutte dont il approuve l'action. Refus d'obéissance, coût : six mois de prison, après lesquels il se retrouve pour un court moment rendu à la vie civile, car son action militante le fait de nouveau incarcérer. Et pour cinq ans, cette fois. Il en sort en 1916, et pour quinze jours, le temps de confectionner avec quelques camarades un tract contre la guerre et d'être arrêté en pleine diffusion.

1920, c'est la liberté et le retour à l'action militante ; le renouveau du syndicalisme et les luttes contre la colonisation moscoutaire. C'est l'affaire Sacco et Vanzetti, tous deux condamnés à mort en 1921 ; affaire qui traîna six ans au bout desquels les deux martyrs furent exécutés par les Yankees. Ce sont les campagnes en faveur des proscrits du régime mussolinien, la naissance du Comité du Droit d'asile (1923-1924), les procès Germaine Berton, Bonomini, avec Me Henry Torrès. L'affaire Ascaso-Durruti-Jover, en 1926. Les « trois mousquetaires », ainsi qu'on les appelait, dont l'extradition était réclamée par l'Argentine. Par des interventions multiples, jointes à des interpellations à la Chambre, sous Poincaré, il empêchait l'extradition, donnant aux deux premiers dix ans de vie supplémentaires avant qu'ils trouvent une mort héroïque au cours de la guerre civile espagnole.

1933, c'est l'aide aux réfugiés de l'Allemagne hitlérienne. Le Comité du Droit d'asile renaît. Les dossiers à défendre, les démarches qui recommencent pour obtenir cartes de séjour et de travail aux militants exilés.

1936, le Comité pour l'Espagne libre, les camions d'armes et de vivres, puis la Solidarité Internationale Antifasciste et son journal, constamment poursuivi sous Daladier — ainsi que ses rédacteurs — mais paraissant quand même à force d'astuces ; les meetings au Vel'd'Hiv, à Japy, à la Mutualité. Salles combles, enthousiastes pour le soutien de la lutte antifranquiste. Affiches immenses dans tout Paris, à pleins boulevards, appelant à la solidarité aux révolutionnaires espagnols.

1938-1939, l'action contre la guerre menaçante, le Centre de liaison contre la guerre, groupant les organisations syndicales, politiques, philosophiques et pacifistes, puis devant l'irréparable, le tract « Paix immédiate ! » A nouveau la prison, la déportation en Algérie...

La tourmente passée, Lecoin prend un temps de repos. Il écrit ses Mémoires sous le titre « De prison en prison ». Mais l'arbitraire continue. La guerre d'Indochine succède à l'autre, les expériences nucléaires, les rivalités entre l'Est et l'Ouest font planer à nouveau la menace d'un conflit où, cette fois, l'humanité sombrerait définitivement. Tout cela ne peut laisser indifférent un homme comme Lecoin qui se replonge dans la lutte sociale et lance une revue « Défense de l'homme » (1948), qui, chaque mois, justifiera son titre, continuant sans relâche le bon combat contre la servitude et l'oppression, où qu'elles se manifestent, et pour la véritable libération économique et sociale.

1957, la compagne fidèle et dévouée, celle qui fut à ses côtés le précieux soutien aux pires moments de la désespérance, qui accueillait et hébergeait parfois les proscrits venus de partout, meurt subitement. Et voilà le doux petit homme écrasé, brisé par cette séparation brutale. Pas pour longtemps, car, dans le vide de sa solitude, un dériva-

tif vient s'offrir à son chagrin : la guerre d'Indochine, celle d'Algérie ont multiplié les cas d'objection de conscience et nombre de jeunes gens courageux moisissent dans les prisons de la IVe République qui détient le triste record de ce genre d'emprisonnés.

Confiant alors sa revue à la compétence d'un ami sûr, il quitte la Côte où il pensait s'être retiré définitivement et revient à Paris où il pourra lutter plus efficacement pour faire aboutir le projet de statut pour la reconnaissance de l'objection de conscience revendiqué par les groupements pacifistes et obtenir ainsi la libération des objecteurs.

Avec le produit de la vente de sa petite maison, il loue un local et fonde le « Secours aux objecteurs de conscience » pour lequel il obtient le patronage de personnalités telles que l'Abbé Pierre, Albert Camus, Jean Giono, André Breton, etc., puis peu après sort l'hebdomadaire « Liberté » qui deviendra par la suite mensuel, faute de moyens suffisants. Qu'importe, rodé par toute une vie d'agitation et d'interventions auprès des personnalités haut placées et des « fondés de pouvoir » du régime, il sait où frapper, quelles sonnettes agiter, et c'est ainsi qu'au bout d'un certain temps il obtient que soit limitée à cinq ans la détention jusque-là illimitée des objecteurs. C'est la libération d'une dizaine d'entre eux.

Il amène ensuite le général de Gaulle à déclarer à l'abbé Pierre « qu'il est absurde et indigne de laisser traiter les objecteurs de conscience en délinquants » ; et dans un message à Guy Mollet : « Je crois comme vous que la question des objecteurs de conscience n'est pas réglée par notre législation d'une façon satisfaisante (1) et en juin 1961, dans un Conseil des ministres, il disait son intention de s'occuper favorablement des objecteurs aussitôt après le cessez-le-feu, affirmant : « Je tiendrai mes promesses ».

C'est pour que ces promesses soient tenues que notre ami Lecoin a pris cette suprême détermination. Il sait, n'en étant pas à sa première expérience, que la grève de la faim est une chose grave qui, en raison de son âge peut lui être fatale à bref délai. Mais s'il a pris ce risque, c'est aussi qu'il savait pouvoir compter sur le soutien effectif de ses nombreux amis et des groupements pacifistes, libertaires, syndicalistes...

Le soutien s'organise

Dès qu'il apprit la décision irrévocable de Lecoin, Pierre Martin, militant actif de l'Internationale des résistants à la guerre, objecteur de conscience que Lecoin avait tiré des geôles républicaines et qui se trouvait à Dakar, revint précipitamment se mettre à la disposition de son vieux camarade qui l'avait associé à ses campagnes précédentes pour les objecteurs. C'est lui qui, depuis le 1er juin, assisté de quelques camarades, veille jour et nuit sur la santé de son vieil ami avec une sollicitude de tous les instants. C'est lui qui anime à la fois la propagande, reçoit les amis connus et inconnus qui viennent s'informer, proposer leur aide, reçoit aussi les journalistes, répond aux interviews — que Lecoin ne peut plus supporter en raison de son extrême faiblesse —, répond au téléphone qui sonne sans arrêt ; tout cela sans un instant de répit et aidé ainsi qu'il a été dit d'amis dévoués qui s'affairent dans tous les coins du petit local, classent la correspondance, les télégrammes venus de partout, y répondent, expédient le matériel de propagande pour satisfaire aux nombreuses demandes.

De toutes parts arrivent les informations sur l'action menée par les militants, tant à Paris qu'en province en faveur de Lecoin et des objecteurs. On apprend que les lettres, les télégrammes affluent à l'Elysée et dans les ministères intéressés, émanant de particuliers ou de groupements divers, syndicats, etc. En certains endroits, les maires et municipalités ont pris la tête du mouvement. Des initiatives se manifestent pour alerter les services publics locaux, les syndicats, organisations et personnalités locales afin qu'ils interviennent rapidement ; des dispositions sont prises pour des manifestations diverses, éditions et distributions de tracts, de cartes à adresser à la Présidence de la République.

A Paris, le syndicat des correcteurs dont Lecoin est membre retraité, le Comité intersyndical du Livre parisien, la Fédération du Livre C.G.T. sont aussitôt intervenus. Les centrales syndicales ont été également alertées, ainsi que les unions départementales. Toutes, sauf la C.G.T. — qui, à part les organisations citées plus haut, n'a pas cru devoir prendre position, ce dont nous lui laissons la responsabilité — intervinrent par télégrammes ou démarches directes pour qu'une solution rapide soit prise à cet égard.

Une manifestation silencieuse, que le week-end de Pentecôte avait différée, a eu lieu jeudi 14 juin. Elle s'est déroulée dans le calme.

La presse elle-même, devant l'ampleur de la protestation, a dû rompre la consigne du silence. Déjà « Le Monde », puis « Le Canard enchaîné » qui ne sont pas gênés aux entournures avaient alerté leurs lecteurs. D'autres ont suivi, certains pour ne pas faire un « ratage ». En province, des journaux locaux, harcelés par les militants, se sont, eux aussi, emparés de la question.

La radio française, Radio-Luxembourg et Europe No 1, après les radios et télévisions étrangères, ont évoqué l'affaire Lecoin à plusieurs reprises.

Sur le plan international, des groupements, des hommes comme Bertrand Russell, le vétéran pacifiste anglais, témoignent leur sympathie.

Bref, le mouvement est en marche. Il prend chaque jour plus d'importance. Mais maintenant, au 15e jour de la grève de la faim, chaque heure, chaque minute compte pour sauver cet homme qui lutte héroïquement avec la mort qui le guette mais qui sent peu à peu la vie l'abandonner.

Et notre pensée s'en va vers ce peuple insouciant, encore trop ignorant de ce sacrifice et qui pourtant, averti, alerté comme il convient, sensibilisé par le geste qui s'accomplit, apporterait son soutien enthousiaste pour emporter la décision.

C'est à nous tous de persévérer et d'agir pour qu'il en soit ainsi.

On pourra objecter que l'on rencontre des résistances ; que les avis sont partagés sur le principe et l'efficacité de l'objection de conscience.

Nous répondrons que là n'est pas pour l'instant la question.

Un homme se meurt pour la liberté. Pour un morceau de liberté, partie intégrante de la liberté tout court.

Saurons-nous nous élever au-dessus des particularismes pour voler à son secours ?

Nous aurons encore besoin de lui car il n'a pas fini sa tâche. Il reste d'autres hommes à sauver et d'autres projets mûrissaient dans la tête de cet homme, de ce militant infatigable. A 74 ans !

Aidez-le donc à vivre ! Aidez-nous !

Avant qu'il soit trop tard. N. FAUCIER.

P.-S. — En dernière heure, nous apprenons qu'un juge d'instruction a ouvert une information, aussi absurde qu'odieuse, contre quatre des personnes de l'entourage de Lecoin : P. Martin, sa fille, son gendre et son infirmière, accusés de non-assistance à personne en péril. En outre, sur ordre du Dr Lecœur, commis par le juge d'instructiin, notre ami a été transporté de force à l'hôpital où il continue, malgré toutes les pressions, à refuser de s'alimenter.

(1) Dans la plupart des pays, les objecteurs sont affectés à un service civil d'intérêt général.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Avant les vacances : action ouvrière

Au moment même où ces lignes sont écrites, les arrêts de travail recommencent chez les cheminots. Et ils recommencent dans les mêmes conditions et dans la même région où nous les avions vus démarrer en avril dernier. Le mouvement part du Sud-Est. Qu'est-ce qui revient à la spontanéité, dans ce mouvements ? Voilà la question à laquelle il serait intéressant de pouvoir répondre, avec l'aide de nos camarades de cette région. Le développement du mouvement va nous permettre d'y voir plus clair, à la fois sur la poussée des travailleurs et sur l'attitude des organisations syndicales.

Une chose est déjà claire : les travailleurs n'acceptent pas le rendez-vous d'automne. Le patronat et le gouvernement cherchent toujours à passer le cap des vacances. Ils comptent que les vacances économiques, solidement installées dans les mœurs, seront aussi des vacances sociales. Depuis 1953, on sait que les unes n'entraînent pas les autres. La période qui précède les vacances ouvrières est toujours une période de tension. Nous le constatons encore aujourd'hui.

Il n'y a pas que la revendication d'augmentation des salaires. Il y a la réduction du temps de travail et le retour aux quarante heures. Tout le mouvement ouvrier va se trouver mobilisé sur ce dernier point. La réduction du temps de travail était déjà posée par la croissance de la production et de la productivité. Les conditions spéciales à la France l'imposent davantage : afflux d'une main-d'œuvre venue d'Algérie ; retour du contingent ; pression sur le marché du travail des classes nombreuses résultant des fortes naissances d'après guerre. Comme toujours, la revendication ouvrière est un signal. Elle pousse aux solutions progressives que, comme toujours, le patronat et le gouvernement retardent le plus qu'ils peuvent.

Il est très intéressant de lire les propos des porte-parole des patrons dans des journaux comme « Entreprise » ou « L'Usine nouvelle ». Dans « Entreprise » du 2 juin, nous lisons : « *La revendication syndicale sur la durée du travail est en partie un prétexte. Il y a certainement cette idée que le gouvernement et le patronat ne pourront lâcher beaucoup sur les horaires mais, qu'en contrepartie, ils se montreront plus disposés à lâcher sur les salaires...* »

Cette seule phrase révèle le souci principal des patrons et, aussi, comment ils prêtent aux ouvriers une psychologie « sordide » comme disait déjà le petit Paul Reynaud après la vague sociale de 1936. Mais « Entreprise » poursuit : « *Les responsables de la politique économique sont assez inquiets. Les discussions sur les salaires y sont pour quelque chose car les augmentations inévitables dans la fonction publique conduiront à des révisions budgétaires sérieuses. Mais là n'est pas le point le plus grave. Ce sont les risques entraînés par les demandes des salariés de la S.N.C.F. Si, effectivement, une réduction du temps de travail est décidée, même faible, elle provoquera un appel de main-d'œuvre, donc de nouveaux risques de déficit. Elle servira également d'exemple...* »

L'organe du patronat est lucide. Il s'adresse maintenant à ses lecteurs, les entrepreneurs, et il leur dit : « *Pour vous, cette question est extrêmement importante. Vous serez amenés beaucoup plus tôt que vous ne le pensiez à faire étudier vos possibilités de gain de productivité et le poids que représenterait, pour la marche de vos affaires, soit une réduction des horaires, soit une augmentation du coût des heures supplémentaires.* » Deux remarques à faire sur cette recommandation : la première, c'est qu'elle ne donne pas le ton de la guerre à outrance ; la seconde, c'est qu'elle reconnaît implicitement le rôle de la revendication ouvrière dans l'accélération du progrès technique.

Quant à « L'Usine Nouvelle » du 31 mai, elle s'inquiète évidemment de ces « grèves cycliques » du secteur public et fait appel, encore une fois, aux procédures « éprouvées » de conciliation et d'arbitrage : « *Une telle situation porte autant atteinte à nos finances qu'à notre prestige. Comment y remédier ? En accordant en temps utile ce qu'on finira par consentir après quelques semaines de mouvement, certes. Mais aussi en acceptant, de part et d'autre, lorsqu'il s'agit de services publics, une procédure de conciliation et d'arbitrage ne laissant à la grève qu'un caractère d'ultima ratio. Ce serait une victoire du bon sens, dont nos agents des services publics bénéficieraient en définitive, non seulement sur le plan financier, mais aussi sur le plan moral, car la plupart d'entre eux ont un sens aigu du service, et regrettent les perturbations qu'ils créent, même s'ils estiment leur mode d'action inévitable dans le contexte actuel.* »

On voit que tout cela est plein de bonnes intentions. Tout serait bien mieux, en effet, dans une société, avec des classes, mais sans lutte de classes, et où l'on pourrait dire « nos » finances et « notre » prestige, sans que les uns ne les voient pas d'une façon tout à fait différente des autres.

Souffrons-nous de « prospérose » ?

M. Jean Fourastié est un grand économiste. Il a apporté des vues nouvelles sur le rôle social du progrès technique et sur son rythme de développement dans les différents secteurs économiques. Mais sa psychologie technocratique le rend aveugle sur un point : il croit encore que la revendication ouvrière, qui vient troubler les belles lignes du plan, freine le progrès technique. (« Je hais le mouvement qui déplace les lignes », disait déjà le poète). Comment est-il possible que M. Fourastié ne voie pas que l'un des facteurs de l'accélération du progrès technique est justement la revendication ouvrière ? A chaque fois qu'une grande conquête sociale a été arrachée — les huit heures, les vacances payées — les patrons et les économistes du genre Fourastié ont crié que le progrès technique, posé comme profitable à tous, allait en être ralenti. C'est exactement le contraire que l'on a constaté : les entrepreneurs capitalistes cherchaient du côté de l'amélioration de l'équipement technique ce qu'ils venaient de perdre du côté de l'exploitation de la main-d'œuvre salariée. Sans la revendication sociale, où en serions-nous, M. Fourastié ?

Celui-ci, dans « Candide » du 31 mai, constate une très sensible augmentation du niveau de vie du « Français » depuis 1950. Elle se traduit par une consommation accrue de la plupart des biens et services. Nous voulons bien accepter ce trait général de la situation du « Français ». Malheureusement, le « Français » n'existe pas. Il existe

des Français, et la croissance du niveau de vie est loin d'être la même pour tous. Nous avons déjà montré ici qu'une étude globale était insuffisante à renseigner sur les mouvements réels. Les chiffres les moins contestables sont là pour prouver que les salaires réels ayant peu augmenté, ils ne peuvent mener à une élévation du niveau de vie, chez les ouvriers, de l'ordre de celle que calcule M. Fourastié. Il déduit aussitôt de ses évaluations optimistes que la perpétuelle revendication est une maladie de la prospérité, la « prospérose ». Il envisage différents traitements de cette maladie dont l'un serait une planification encore plus fine. Et il conclut : « *Je pronostique que... la rubrique des revendications sociales continuera d'occuper, au cours des quinze ou vingt années qui viennent, une large place dans l'histoire quotidienne : c'est une servitude du progrès, qui d'ailleurs le ralentit et pourrait même de temps à autre aller jusqu'à le paralyser (mais il est probable que la seule menace de la paralysie évitera les excès).* »

Que les revendications sociales continuent longtemps de tenir une large place, M. Fourastié a bien raison de le pronostiquer. Et heureusement qu'il en sera ainsi ! Heureusement pour le progrès technique et, par conséquent, pour le progrès général. La revendication ouvrière ne ralentit pas le progrès. Elle en est le moteur. L'incompréhension du savant M. Fourastié serait « incompréhensible » si nous ne savions déjà à quelles déformations du raisonnement conduisent la spécialisation et la conception technocratique des choses.

Au Congrès départemental F.O. de la région parisienne

Notre ami Riguidel était, au congrès de l'Union départementale F.O., un des délégués du syndicat du bâtiment. Il nous en donne le compte rendu dans ces pages. Mais, de peur qu'il ne l'oublie, je voudrais signaler particulièrement l'intervention qu'il y fit. Ce n'est pas trop de dire qu'elle y fut très remarquée. A partir d'une expérience directe de la condition actuelle des travailleurs, notre camarade sait dégager une orientation syndicaliste révolutionnaire. Lui aussi, il a parlé de la Charte d'Amiens. Je dis : lui aussi, parce que tout le monde parle aujourd'hui de cette déclaration de principes du syndicalisme, après avoir dit bien souvent qu'elle était « dépassée ». L'originalité de Riguidel, c'est sans doute d'avoir montré que, si la Charte d'Amiens « dépassait » peut-être les possibilités de 1906, quand elle fut adoptée, elle est au contraire très actuelle, elle prend aujourd'hui tout son sens, elle entre dans la réalité.

On a discuté à ce congrès une « Lettre aux militants » pour la constitution d'une minorité à « Force Ouvrière ». C'est un essai de réponse à Bothereau qui a dit un jour que, s'il y avait des minoritaires à F.O., il n'y avait pas de minorité. Cette lettre s'appuie aussi sur la Charte d'Amiens. Pourquoi faut-il qu'elle ne cite que quelques paragraphes de la motion d'Amiens, qu'elle laisse de côté le paragraphe — à notre avis essentiel — qui montre les deux aspects de l'action syndicale, d'une part la revendication (augmentation des salaires, réduction du temps de travail) ; d'autre part, le rôle du syndicat dans l'expropriation capitaliste et la gestion économique de la société ? Le texte de la Charte d'Amiens est assez court pour qu'il soit cité complètement. Nous ne demandons pas mieux que, sur cette base nécessaire et suffisante, une minorité — et peut-être plus qu'une minorité — se constitue. Cela éviterait sans doute les manœuvres politiques qui se manifestent aussi (vous n'en doutez pas ?) à l'intérieur de « Force Ouvrière ».

Les formes de la démocratie sont respectées à F.O. Riguidel nous le dira. Encore que les assemblées générales soient — là comme ailleurs — quelque peu escamotées. Il ne faut jamais manquer de rappeler qu'un délégué dans une instance quelconque doit être désigné et mandaté par les syndiqués régulièrement convoqués. Mais le respect formel de la démocratie n'empêche pas toujours les opérations politiques savamment préparées. Il semble bien que, cette fois, le camarade Rino, secrétaire-adjoint sortant, ait été victime d'une de ces opérations. La S.F.I.O. aurait-elle décidé d'imiter, à Force Ouvrière, les méthodes illustrées, à la C.G.T., par le parti communiste ?

Dans l'enseignement : la paille des mots et le grain des choses

Si un syndiqué d'une autre corporation pénétrait — comme cela devrait être son droit — dans une assemblée quelconque d'instituteurs et de professeurs, syndiqués comme lui, je crains fort qu'il n'y comprenne pas grand'chose ! Je ne suis même pas sûr qu'un enseignant, convenablement initié au formalisme des tendances, y voie clair. Ce n'est pas le congrès du Syndicat de l'Enseignement de la région parisienne (il vient de se tenir le 7 juin) qui me fera changer d'avis.

Cependant, n'importe quel travailleur devrait pouvoir comprendre les problèmes de l'enseignement, un service public qui intéresse aujourd'hui toute la jeunesse ouvrière et paysanne et qui emploie plus de trois cent mille travailleurs, instituteurs et professeurs de tous les modèles. C'est une industrie maîtresse, parce qu'elle conditionne probablement toutes les autres.

Sur la question des revendications professionnelles, les organisations syndicales de l'enseignement doivent éviter l'écueil du corporatisme, se rattacher solidement à toute la fonction publique (notamment en bataillant pour l'élévation du traitement de base), et, en même temps, tenir compte de la situation spécialement alarmante de l'enseignement. Sur ce point, la tendance communisante ne manque pas d'avoir la position la plus réactionnaire : elle demeure farouchement « hiérarchiste ». Elle défend l'augmentation en pourcentage égal pour toutes les catégories et, dans chaque catégorie, non pas sur le traitement moyen, mais sur le traitement de chaque classe. C'est exactement, on le voit, la position de la Confédération Générale des Cadres ! C'est tellement réactionnaire, et en dehors du courant actuel, qu'on peut prévoir que le parti communiste imposera bientôt un « tournant » sur ce point.

On peut aussi s'étonner que « L'Ecole Emancipée », tendance qui s'appuie sur une belle tradition syndicaliste révolutionnaire, se retrouve plusieurs fois avec la tendance communisante. Oh ! disons tout de suite que ce n'est pas sur cette question des traitements ! Mais comment, réactionnaire sur ce point important, la tendance communisante pourrait-elle se révéler « progressiste » sur d'autres ? Pourtant, sur le problème fondamental de la réforme de l'enseignement, les communistes et « L'Ecole Emancipée » ont voté une motion commune. C'est que, de Gaulle étant au pouvoir et, avec lui, « les monopoles » (avant de Gaulle, où étaient-ils ?), toute réforme ne saurait être que « gaulliste », c'est-à-dire représenter les intérêts bien compris du capitalisme. Mais avant de Gaulle — et, très probablement après lui — les intérêts du capitalisme n'étaient-ils pas, ou ne seront-ils plus, défendus ? Jules Ferry lui-même, pourtant promoteur de « l'école publique,

laïque et obligatoire », ne représentait-il pas les intérêts bien compris du capitalisme de son époque ?

Tout cela n'est qu'une façon d'esquiver les problèmes que chacun peut comprendre : nécessité d'un « tronc commun » succédant à l'école primaire (laquelle doit être renforcée, et non affaiblie), un cycle d'études pour tous, réalisant la fusion réelle des élèves et des maîtres, sans privilège aristocratique d'aucune sorte, sans mandarinat, sans matière d'enseignement privilégiée, avec ouverture par le haut pour les meilleurs, et non pour les favorisés au départ. Nécessité aussi d'un « enseignement moyen », non pour les pauvres et pour les inférieurs (encore moins pour autoriser une « hiérarchie » scandaleuse des salaires), mais toute simplement pour les élèves « moyens », c'est-à-dire pour le plus grand nombre.

Ce n'est pas notre faute s'il se trouve qu'un gouvernement de réaction est appelé à faire des réformes que les gouvernements qui l'ont précédé ont été capables de réaliser. Faut-il compter sur des gouvernements présumés « meilleurs » pour les entreprendre ? ou bien — sur cette question de l'enseignement comme sur toutes les autres — faut-il compter, quel que soit « le conseil d'administration » en place, sur la lutte ouvrière et syndicale pour imposer, sur chaque problème particulier, une solution meilleure ? C'est cela l'action directe. Il ne faut pas que les mots servent à s'y dérober.

Qu'on me permette d'ajouter quelque chose qui nous mettra d'accord. Dans « Le Monde » du 10 juin, je lis dans l'article relatif à l'Espagne : « *L'Espagne possède une armée pléthorique... Cette armée absorbe approximativement le quart des dépenses de l'Etat. Mais il faut ajouter le coût de l'appareil de répression (Intérieur et Justice) qui représente 12 % au moins du budget. Dans le même temps, l'Espagne consacre à l'enseignement 0,9 % de son revenu national contre 2,60 % pour la France et 5,1 % pour la Hongrie.* »

Que les camarades qui ne sont pas d'accord avec moi sur le paragraphe précédent ne se mettent pas à triompher bruyamment ! Il n'y a pas une lutte pour l'augmentation de la part du revenu national consacrée à l'enseignement, puis une lutte pour la réforme scolaire. Il n'y a qu'une seule bataille. Celui qui, pour ne pas mener un combat partiel, nous dit qu'il attend l'offensive révolutionnaire, se paye de mots. Et, ce qui est bien plus grave, il nous paye de mots.

Raymond GUILLORE.

Premier contact avec un congrès F.O.

Les 19 et 20 mai s'est tenu à Chaville, le congrès de l'U.D. F.O. de la région parisienne, devant une assistance nombreuse de délégués représentant l'ensemble des organisations syndicales constituant l'U.D.

Dès l'ouverture des débats, après la présentation du rapport moral par le secrétaire général, le camarade Patou, les délégués intervinrent très franchement, avec hardiesse, quelquefois même en élevant le ton et aussi les débats. Pour mon premier contact avec les militants de base de F.O., je peux dire que je fus favorablement impressionné.

Le langage est direct, bien que l'on distingue assez facilement les courants d'idées que les uns et les autres représentent, car à F.O., rien que sur le plan départemental, au moins six courants existent : des socialistes, des P.S.U., des trotskystes, des anarcho-syndicalistes, des syndicalistes purs et enfin les réformistes qui ont gardé leur formation d'anciens confédérés d'avant 1936, avec la liberté d'expression consentie à tous, aussi bien sur le rapport moral que sur celui de l'orientation. On assiste à une assemblée de militants soucieux des problèmes de l'heure certes, mais encore capables de perspectives d'avenir pour le mouvement ouvrier.

L'accent mis sur les grandes revendications actuelles, surtout la diminution du temps de travail, avec le retour aux 40 heures sans diminution de salaire, l'abaissement de l'âge de la retraite pour assurer aux générations montantes le plein emploi, les quatre semaines de congé payé, etc., prouve qu'une solidarité effective anime ces militants de quelque corporation qu'ils soient et à quelque tendance qu'ils appartiennent. Bien sûr, chacun tient fermement à son point de vue et cherche à le faire triompher. Quoi de plus normal en syndicalisme, mais une chose apparaît certaine, c'est que tout ce militantisme ouvrier a dépassé le cap du sectarisme destructeur, que je ne confonds pas avec la bonne foi et la sincérité que l'on doit avoir les uns envers les autres, quels que soient les sautes d'humeur, bien humaines après tout ; mais qu'à la réflexion, les militants dignes de ce nom doivent s'efforcer de dominer.

J'ai pu dire à la tribune de ce congrès, que s'il était exact que les formations politiques, philosophiques ou religieuses étaient néfastes au plein épanouissement du syndicalisme ouvrier, le jeu des personnalités ne l'était pas moins ; sans doute les caractères et les tempéraments doivent se manifester, je dirai même que c'est là une des particularités originales de notre mouvement. Rappelant les passages de la Charte d'Amiens, quant au but final du syndicalisme, le congrès manifesta bruyamment son accord avec la vieille doctrine que s'étaient fixée nos précurseurs. Il m'a semblé, en effet, que la réaction des congressistes, favorable en grosse majorité à cette définition du syndicalisme français est encore très vivace dans les milieux F.O., en même temps que la réalité prend corps, concernant les possibilités futures d'un mouvement ouvrier continental, sans pour autant perdre de vue l'universalité de son rayonnement par la pratique constante au sein des internationales professionnelles, du principe jamais égalé du syndicalisme prolétarien et surtout des moyens d'action et de pression efficaces qu'un tel mouvement serait capable d'animer.

Bothereau, secrétaire général, lors de son salut aux délégués, insista sur l'idée d'européaniser le mouvement syndical, et de faire mûrir cette idée. Oui, sans doute, cela est nécessaire, surtout depuis la dernière guerre mondiale, alors que certains que je n'ai pas besoin de nommer s'efforcent de faire surgir des méandres historiques, belliqueuses et guerrières, un nationalisme rétrograde, exploitable stratégiquement par le pays qu'ils adorent, mais qui est diamétralement opposé à l'internationalisme des travailleurs.

La deuxième journée du congrès fut consacrée au travail ardu des commisions de résolutions. Des rapporteurs s'en tirèrent à la satisfaction de tous, non sans accepter quelques modifications de textes réclamées par certains délégués, demandant des éclaircissements ou des adjonctions.

L'apparition au congrès du délégué de l'U.G.T. « l'Union Générale des Travailleurs d'Espagne », déchaîna l'enthousiasme général. Et lorsque Louet, secrétaire confédéral, donna le compte rendu du meeting du matin à la Mutualité, où une collecte rapporta 420.000 anciens francs. Les délégués s'y associèrent en versant à leur tour leur obole, contribuant ainsi pour leur part à une solidarité effective en faveur des travailleurs espagnols engagés dans la lutte contre la tyrannie de Franco.

En conclusion, nous dirons que ce congrès fut d'une bonne tenue, qu'un bon travail y fut effectué. Pour moi qui ai participé à beaucoup de

congrès, il reste incontestablement un des meilleurs. La démocratie syndicale est non seulement respectée mais est un stimulant pour l'organisation elle-même. Les divers courants d'idées qui s'y manifestent sont un apport sérieux à la vie même de l'organisation, la contribution que les militants apportent à leur confédération devrait faire de F.O. la plus forte organisation française parce que le monolithisme politique n'a jamais de prise sur ses militants venus des horizons divers pour lutter dans une direction identique.

Certes, il reste encore beaucoup à faire dans tous les domaines de la vie syndicale. Parmi les urgences qui exigeront de nous des actions générales rapides, nous mettons au premier plan la défense de nos libertés, car sans liberté il n'y a pas de syndicalisme possible ; contre toutes les dictatures : capitalistes privées, capitaliste d'Etat ou superfasciste, sous forme paternaliste. Les travailleurs que nous sommes ont besoin d'une puissante organisation libre, dynamique, dégagée de toutes obédiences et n'agissant que dans le sens de l'intérêt bien compris du monde du travail. F.O. répond désormais par sa composition même à ces espérances hautement exprimées à la fin du congrès, par des résolutions claires, précises qui ouvrent la voie à tous les syndicalistes, et où trouveraient leur place les militants groupés encore en dehors d'elle ou tout simplement partis dans la nature.

A ceux-là, je demande de cesser les morcellements inutiles et néfastes, à l'ensemble du monde ouvrier. Je leur demande de méditer à froid sur les conséquences présentes de ces morcellements et de ne pas compromettre plus longtemps l'union des travailleurs, afin de pouvoir nous opposer victorieusement à la mise au pas des syndicats ouvriers et d'empêcher qu'ils ne deviennent de simples rouages entre les mains d'un Etat qui ne nous acheminerait pas vers le socialisme, mais bel et bien vers le capitalisme d'Etat !

P. RIGUIDEL.
du syndicat F.O. du bâtiment.

Avant le Congrès du S. N. des Instituteurs

LE SYNDICAT EN PROIE AUX TENDANCES !

Le Congrès du Syndicat National des Instituteurs s'ouvrira à Toulouse du 12 au 15 juillet 1962. Conformément aux traditions, le rapport moral publié dès la dernière semaine de mai est soumis à la critique des sections. Et « l'Ecole Libératrice » du 1er juin 1962 consacre sept pages à la discussion — c'est-à-dire qu'elle accorde un peu plus de sept pages à l'Ecole Emancipée, aux ex-C.G.T., au bureau autonome.

On souhaite que les assemblées générales à la base laissent un peu plus de place aux observations, critiques et suggestions individuelles, que l'on ne soit pas tenu de s'inscrire dans une des trois tendances et d'y conquérir des galons pour exprimer librement son opinion sur l'action et l'orientation du syndicat.

L'expérience n'a pas amenuisé mes réserves, quant à l'application stricte de la représentation proportionnelle. Il est normal que l'on assure à toute minorité sa place dans la délibération. Il est salutaire que des minoritaires soient associés aux directions départementales et nationale à la condition que ce soit par estimation de leur valeur militante, et non par un choix arbitraire sur lequel les syndiqués ne sont pas consultés. Sans doute convient-il de contrarier la paralysie bureaucratique, en renouvelant aussi souvent que possible les équipes dirigeantes. Le Syndicat national pouvait hier, peut encore aujourd'hui, servir d'exemple de ce point de vue à beaucoup d'organisations syndicales. A chacun de nos congrès, je voyais des têtes nouvelles aux tables des délégués... Souvent je retrouvais là des jeunes qui s'étaient essayés en ma présence au cours d'assemblées départementales. Spontanément, le vote des sections appelait au bureau ceux qui s'étaient opposés dans les congrès aux thèses de la majorité. C'est ainsi que Baldacci, Cornec, Rollo, Person, Gisèle Bernadou et moi-même furent portés au bureau national par des majorités quelquefois assez faibles. Je m'excuse de détruire un préjugé tenace. Mais les débats étaient aussi libres et animés au bureau qu'au congrès et nul ne pouvait prévoir le matin les décisions arrêtées le soir.

Le Syndicat national aujourd'hui garde encore le privilège rare de cet esprit démocratique — au sens plein du terme — et il compte des militants au moins aussi lucides et efficients que ceux de notre temps. Je regrette d'autant plus que ces libres débats soient canalisés par les tendances trop bien organisées et que ces militants soient jugés non sur leurs actes mais sur leurs idées.

C'est malheureusement une doctrine officielle qui s'exprime aussi bien dans la critique de l'Ecole Emancipée que dans la réponse du bureau. Nos camarades de l'Ecole Emancipée formulent cependant cette distinction — que nous approuvons pleinement — entre le rapport moral et l'orientation. Le Congrès doit d'une part apprécier l'application par le secrétariat des décisions du congrès précédent — il doit d'autre part fixer l'orientation future.

Malheureusement, le jugement de nos camarades reste une pétition de principe. Les résultats obtenus sur le plan corporatif ne peuvent évidemment régler — même pour un temps — « *l'irritant problème du pouvoir d'achat* »... Et nul ne songe à nier « *la persistance des appétits catégoriels, les difficultés de la lutte d'ensemble de la fonction publique, les desseins malfaisants des gens au pouvoir* »... On se réjouit aussi de la dénonciation par nos camarades de la « *sacro-sainte hiérarchie* ». On salue respectueusement le rappel des versets de l'évangile marxiste sur « *le profit, la plus-value, l'impérialisme, la planification* ». Et c'est en toute sympathie que l'on signale la volonté de l'Ecole Emancipée à *redonner un sens au syndicalisme ouvrier par un net retour aux sources, aux critères simples et fondamentaux.*

Seulement une telle attitude peut fort bien être adoptée par des gens qui se raidissent et s'isolent sur l'Aventin de leur doctrine, en attendant que sonnent les trompettes du Grand Soir ou du Jugement dernier.

On aurait désiré une critique plus réaliste des résultats obtenus. Et plutôt que d'opposer la pureté révolutionnaire à la corruption réformiste — si l'on ne subordonne pas toute action au renversement du régime — il aurait fallu sur des points précis, strictement limités, proposer un programme et une action orientés non seulement par le relèvement du pouvoir d'achat, mais encore par la résistance à l'esprit de catégorie, par la guérison des fonctionnaires en proie aux convulsions des coefficients, par l'ébranlement de la hiérarchie... Et sur le plan pédagogique par la nécessité de lutter contre « le mandarinat ».

Si vigoureuse qu'elle soit, une « plate-forme » qui peut circuler en tous temps et en tous lieux ne nous satisfait guère. Et au nom de la Révolution... qui n'admet pas de compromis, on peut fort bien s'opposer à des réformes qui purgent et rafraîchissent notre vieille « Alma Mater ».

On regrette certes que la riposte de la majorité contienne encore une allusion à la « motivation » idéologique de l'action syndicale. Que les secrétaires s'efforcent de prouver qu'ils sont fidèles à l'orientation décidée par le Congrès, c'est une justification nécessaire. Mais — disait Hegel — *l'homme n'est rien d'autre que la série de ses actes.*

C'est particulièrement vrai pour un bureau syndical. J'avoue franchement que je n'arrive pas à déceler ou à peser l'insuffisance ou la malfaisance de ses actes.

Nous laisserons aux militants le soin d'en juger, en même temps que de l'orientation. Mais nous ne pouvons laisser passer sans commentaires, la critique de ... l'autre tendance. Là, il n'est plus utile d'engager le débat sur le rapport moral et l'orientation. Car les khrouchtchéviens semblent abandonner le style des effusions unitaires, les coups de pattes d'un Grippeminaud « faisant la chattemitte ». On ne se gêne pas pour sortir dans un débat sur le rapport moral du S.N.I., tous les slogans de l'Agit. prop... D'abord les formules dignes de la période « classe contre classe » : lorsque socialistes et trotskystes étaient traités de fascistes... puis de « vipères lubriques ». On se contente aujourd'hui du terme « gaulliste »... Et comme tout ce qui se fait et se prépare sous la présidence de de Gaulle est fatalement gaulliste, on peut ainsi jeter l'anathème sur des revendications satisfaites, des réformes fragmentaires de l'Enseignement, de nouveaux programmes d'études. Les collèges d'enseignement général (anciens cours complémentaires) ayant acquis leur titre sous de Gaulle, il faut y voir un instrument de la « gaullisation »... de la fascisation de l'Enseignement. Ici, le slogan est rentable, non chez les instituteurs, mais chez les Secondaires dont on soutient l'esprit de caste, en même temps que... « les grilles hiérarchiques ». Démagogie payante, car le syndicat de l'Enseignement secondaire est beaucoup plus perméable que celui des instituteurs à l'influence de ces messieurs.

On goûtera cependant l'originalité de certaines formules :

« *Est-il en effet sérieux d'envisager des actions de masse possibles en laissant à l'écart la C.G.T. et le Parti communiste... La C.G.T. étant encore une fois baptisée communiste pour les besoins de la cause... l'Europe vaticane, patronale et monopoliste... l'Allemagne de l'Ouest revancharde, réarmée... la répression des partisans de la paix (?!)... les menées néo-nazies à Berlin-Ouest... ne pas s'apitoyer sur le mur de Berlin...* » Il y a une définition qui vaut son pesant de caviar. Le bureau a violé l'indépendance et la démocratie, en intervenant en Charente, où les « déstalinisés » par des manœuvres frauduleuses ont pris le bureau contre la volonté de la majorité. L'indépendance... c'est dénoncer Mendès-France... et Guy Mollet. C'est jeter encore l'anathème sur une séance pédagogique au Grand Orient de France...

Ces formules ne vous déplaisent pas, jeunes amis ? Alors, allez-y ! Suivez les Ducol, les Sorel, les Fournial, les Thorez, qui recherchent « des synthèses élaborées démocratiquement »... et sans doute efficaces...

Je ne veux pas encore irriter, énerver les jeunes et vieux copains qui se lassent de mes « rabâchages ». Faites l'expérience, vous-même... Vous vous retrouverez... le « cul dans la neige », lorsque, obéissant à de nouveaux ordres, vos guides acclameront Mendès-France, tendront une main fraternelle à Guy Mollet... puis à Monseigneur Feltin... s'aligneront devant de Gaulle, feront quelques pas au coude à coude, avec les soldats de Salan et de Le Pen... Car les synthèses se réalisent dans l'éprouvette d'une officine mystérieuse... et elles sont toujours suffisamment efficaces, puisqu'il y a toujours des benêts et des gobe-mouches pour serpenter derrière le porteur de saintes icônes !

R.H.

Sur un colloque de critique littéraire

Du 4 au 8 juin s'est tenu à Paris, pour la première fois, un Colloque International de la Critique Littéraire. Ce colloque était organisé par le Syndicat des critiques littéraires de France. Il peut sembler que cela concerne peu le mouvement ouvrier. Je pense différemment. Sans doute, c'est avec humour qu'un délégué polonais y a déclaré que les critiques littéraires pouvaient être considérés comme le prolétariat de la littérature... Mais les problèmes soulevés dans six séances chargées de travail, et les rapports très consciencieux sur la critique dans le monde contemporain vue à travers les différents pays, et l'esprit et les méthodes de la critique contemporaine nous assurent que la tâche du critique peut être prise très au sérieux.

Face au système publicitaire des grosses firmes capitalistes d'édition et de diffusion de la chose imprimée, ou aussi bien au système totalitaire d'information, la mission du critique est connaissance et compréhension, d'abord. Les participants de ce colloque se font une idée très haute de leur fonction, de leur responsabilité sociale et humaine. Espérons que la publication de leurs rapports sera assez large, car ils dépassent l'intérêt d'une actualité fugace.

Pour nous, il est particulièrement réconfortant d'avoir vu se mêler cordialement les représentants de seize pays dans un accord sur quelques thèses fondamentales, d'avoir assisté à une réunion d'esprit vraiment international. U.S.A. et U.R.S.S., Allemagne, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Espagne, Portugal, Belgique, Canada, Suisse, Norvège, Pays-Bas, Angleterre ont travaillé dans un esprit de sympathie et de clarification.

Tous ont proclamé la nécessité de l'autonomie intellectuelle et la liberté d'expression de l'artiste, se sont prononcés contre la censure idéologique. Il y avait mérite et courage de la part de certains de ces nationaux. Sans doute y eut-il des réserves — que l'on pense. Je n'ai pu assister à toutes les séances ni écouter tous les rapports copieux et circonstanciés. Leur contenu : situation et méthode, histoire et statistique, répartition des fonctions : quotidiens, hebdomadaires, mensuels, revues spécialisées, personnalités, influences, audience, mentalité des publics, habitudes locales — tradition de l'anonymat, comme au « Times Literary Supplement » — rétribution et ses modes, second métier pour beaucoup, ou professionnalisme, comme en Allemagne, part plus ou moins grande ici ou là des universitaires, facilités ou difficultés d'expression, coteries et congratulations réciproques, ou sévérité, toute l'organisation, la spécialisation et l'extension de la crtique a été envisagée.

Il fut heureux peut-être que, sauf le délégué russe, tous les participants se soient exprimés en langue française. Je n'en ressens nul orgueil patriotique, mais y vois un hommage de culture et de pensée qui n'est pas sans signification.

Sans doute, ce n'est qu'un premier pas. L'intérêt est que cette réunion en a décidé d'autres, organiques et durables, et montré que là n'était qu'un commencement. Une entente universelle des esprits, une connaissance mondiale est la nécessité humaine profonde. Pour comprendre les voies de la création artistique et littéraire dans le monde présent, et les rattacher aux grands courants, des contacts permanents sont devenus un besoin — surtout avec la rapidité des nouveaux moyens d'expression, du cinéma à la radio et la télévision. Une critique générale s'impose.

Merci au syndicat français, à Yves Gandon, son président, à René Groos, son secrétaire général, d'avoir pris cette initiative. Jean Blanzat fit un résumé synthétique remarquable de ce colloque.

Je ne puis cependant ne pas évoquer celui qui fut le pionnier du rapprochement intellectuel universel, mon ami disparu Banville d'Hostel. A la fin de la première grande tuerie mondiale, il mettait sur pied, sans moyens matériels puissants, mais avec une claire idée de ce qu'elle devait être, une *Fédération Internationale des Arts, des Lettres et Sciences*, où il admettait dès l'entrée les « ennemis », les Allemands. Elle fut à l'origine de toutes les confédérations d'intellectuels, de tous les syndicats d'écrivains et d'artistes libres...

La littérature peut n'être pas qu'un simple jeu. Elle fait partie des plus hautes manifestations des sociétés humaines. Voilà ce que je crois pouvoir dire en conclusion.

Louis SIMON.

CONFESSION D'UN ANCIEN

Nous publions en ce numéro une véritable confession de notre vieil ami Georges Leroy. Comme il le suggère, cela pourrait inaugurer une nouvelle rubrique — qui prolongerait l'enquête ouverte par notre ami Jean Maitron sur « la figure du militant ouvrier ».

Leroy est particulièrement qualifié pour représenter ces « humbles », dont la vocation se révéla avant 1914, qui ont tenu le coup pendant la guerre et après la guerre — qui pendant l'entre-deux-guerres ont mérité le titre de « grognards de la Révolution », ceux qui grognaient sans répit et... marchaient toujours.

Il est pas mal d'intellectuels... « révolutionnaires » qui ont pensé si fortement les grands problèmes qu'ils n'avaient guère le loisir d'agir. Georges Leroy a agi immédiatement chaque fois que cela lui apparaissait nécessaire. Il a le droit de « penser » ou de repenser les grands problèmes, même si ses conclusions nous étonnent et nous heurtent.

Bientôt 70 ans, pas théoricien pour un sou mais quand même des idées sur chaque sujet et souvent, très souvent, en dehors du circuit des idées ! Il y a plus de cinquante ans que je me sens comme cela ! Par exemple avant 14 je fus antimilitariste admirateur d'Hervé, surtout après une controverse-meeting rue de la Douane.

Pacifiste à tout prix pendant la grande, la longue, ai réussi à n'être ni blessé ni tué et avoir la fierté de n'avoir blessé ni tué personne d'en face ! C'était pas facile ! Allié de tous ceux qui étaient contre ! les Anars comme les Kienthaliens, y compris les copains du « Popu » du Centre ! Admettant et y croyant, que les élections, les groupes politiques sont utiles pour l'éducation des travailleurs ! Coopérateur pour lutter contre les petits bourgeois du commerce. Syndicaliste puisque seul moyen de grouper sur les lieux de travail ceux qui ont des revendications identiques.

Emballé par la Révolution russe de 17, mais horrifié de la tournure prise et de l'absence de liberté et de bien-être ! Un mea-culpa toutefois : à Tours j'ai demandé l'adhésion sans réserves et accepté la scission, alors que les socialistes de guerre n'étaient pas plus dangereux que les Bolcheviks. Au contraire ! Mais était-ce prévisible ? Rosa Luxembourg disait oui ! Mais moi je n'étais et suis resté qu'un « Rang et file ». Si bien que je me suis fait foutre dehors de partout : syndicat, parti et abandonné même par les « amis » de la « R.P. ». Trop empoisonnant un type comme moi.

La question juive ne m'a pas pris au dépourvu ; là-dessus je suis Louzon ! Pas de race juive avec des prétentions et non des droits ! Mais bien mieux organisés et bien plus forts que la F.M. ou que les staliniens ! Incroyant, je n'ai pas envie de terre sainte, mais je réprouve, j'ai toujours réprouvé l'emploi de la force comme argument de discussion, encore moins comme preuve de raison.

Pour les coloniaux, qu'ils soient de n'importe quel coin, pas de problèmes ! Nous n'avons rien à y fiche ni un soldat ni un policier ni un sou à leur donner, sauf si des relations fraternelles le permettaient ! Malheureusement je n'ai guère rencontré que des gens qui veulent des places bien rétribuées et pas fatiguantes et des coloniaux qui les jalousent et veulent les prendre !

Je suis ennuyé, mais je suis un peu gaulliste ou plutôt, de Gaulle est venu à ma tendance ! Il a d'abord lutté contre les moulins à vent du Ministère de la Guerre avant 39, puis il a levé l'étendard de la révolte en 40 contre Hitler, c'était osé et risqué ! Il a été à Brazzaville où il a dit : « D'accord avec Georges Leroy, je lutterais pour qué vous soit rendue la Liberté, l'Egalité et la Fraternité ! » Alors, que voulez-vous ? je suis sentimental ! Cela m'a frappé ! Et puis voilà-t-il pas que porté au pouvoir suprême par presque toutes les obédiences, sauf moi parce que je n'aime pas ni les patrons exploiteurs, ni les curés, ni les généraux, il change son cap ! Au lieu de « l'Algérie française » qui perpétuerait la bagarre, il proclame un slogan d'unanimité : « Déterminez vous-mêmes ce que vous voulez pour l'avenir ». Malheureusement, tous ceux qui veulent aussi faire le bonheur des autres, même par des moyens que ces « autres » ne demandent pas, même les refusent, alors rien ne va plus ! Mois je suis conséquent.

C'est comme la culture ! Là-dessus moi aussi « j'ai des idées » anciennes ! Depuis la conquête du pain, rationalisation du travail, de la vie à la campagne, mécanisation, motoculturisation à la portée de tous, eau à volonté, et puis transformation des friches en parc d'élevages pour moutons ou pour les poulets et les canards. C'est comme pour les titres de journaux ! Moi je m'en fous du titre ! C'est pas pour cela que depuis sa fondation je suis abonné et « lecteur assidu ». Pas plus que le « Bulletin communiste » ! Malgré les défauts que je connaissais chez les équipes qui les fondaient ! Que voulez-vous qu'un type comme moi fasse ? Je lis bien aussi les « Essais » de R. Louzon. Croyez-vous que c'est pour le titre ? C'est pas parfait... peut-être ! Mais à part moi ? et encore ! croyez-vous qu'il existe quelque chose qui fut sans peur et sans reproches ! Louzon va trouver là, sans aucun doute, la preuve que je suis un parfait petit bourgeois, un de ces infâmes parvenus !

Toi, mon petit Harius (Hagnauer) qui me connais depuis pas mal d'années, tu pourras leur dire qu'avec ma femme nous avons trimé cinquante-deux ans dans divers coins où nous n'avons pas toujours eu le ventre plein, les patrons, comme les staliniens, m'ont souvent refusé le travail salarié ! Nous avons élevé un fils, nous lui avons permis de faire des études et de devenir « docteur en médecine », mais à partir de là, deuxième erreur grave : c'est pas lui qui a entrainé la bourgeoisie dans son sillage, mais celle-ci l'a absorbé, enveloppé. Notre rêve de société communiste, c'était l'élargissement de la famille ! Alors là encore erreur ! Notre société idéale nous ne l'avons pas trouvée.

Heureusement qu'il me reste la « R.P. » avec tous les défauts que chacun lui attribue et une équipe de copains qui maintiennent le fanion haut et ferme ! Des Louzon, des Rosmer, des Monatte, des Hairius et tutti quanti qu'avec les « En-dehors », les « Défense de l'Homme », les « Liberté », « Le Monde Libertaire » nous donnent ce que l'on ne trouve pas à la télé ni à la radio ! Je crois que notre tort c'est surtout de demander aux autres ce que l'on est incapable de donner ! Soyons moins exigeants des autres copains, plus tolérants, plus fraternels. Cela ira mieux.

Georges LEROY.

P.S. — De temps en temps, ne pourriez-vous pas mettre une rubrique qui nous parle des amis pendant qu'ils sont vivants, de leur état matériel, moral, physique en même temps que de la vie du journal.

LES COUPS D'ACCORDÉON DE WALL-STREET

Les « coups d'accordéon » de Wall-Street — selon la formule employée par le rédacteur du bulletin économique et financier du « Monde » (3-4 juin 1962) — ont soulevé pendant la semaine du lundi 28 mai au vendredi 1er juin une émotion qui a réveillé les souvenirs du « vendredi noir » d'octobre 1929.

Que s'est-il passé ? L'indice des valeurs industrielles enregistre en un jour un recul impressionnant et insolite de 34,95 points. Ce qui est encore plus frappant et plus concret, c'est qu'en ce seul lundi on a vendu plus de 9 millions et demi d'actions. Le soufflet de l'accordéon était réduit au minimum. Mais le redressement s'opéra dans les jours suivants, suivi d'ailleurs d'une nouvelle baisse.

Les causes de cet énorme mouvement de va-et-vient ont été exposées par les spécialistes, en termes un peu trop « spéciaux », et par les journalistes politiques en slogans un peu trop simples. Les références à 1929 révélaient peut-être l'intention de rappeler que les Etats-Unis furent et restent très vulnérables. Les propos officiels de notre général et ceux qu'on lui prête justifient cette interprétation.

On parle avec condescendance des ennuis du président Kennedy. Et on dit « nous ne sommes plus en 1929... », non pour rassurer les Américains, mais pour leur signifier que leurs échecs et leur déconfiture ne secoueront plus notre continent. La « grandeur française » se hisse au-dessus de ces remous. Qui oserait rappeler aux héritiers de Jeanne d'Arc, de Napoléon et de Paul Déroulède que si l'octobre 1929 fut une des causes du succès d'Hitler — « la grandeur française » ne figurerait plus que dans une vitrine de musée, si les boys d'Eisenhower n'avaient pas, le 6 juin 1944, précédé notre général sur le sol normand.

Une abondante littérature a grossi démesurément l'effet des coups de bourse. On reconnaît aujourd'hui que **la spéculation suit la tendance et ne la provoque pas.** L'expansion américaine d'après-guerre aurait abouti de 1947 à 1961 à une augmentation de 123 % du produit national, de 28 % des bénéfices des sociétés, alors que l'indice des actions industrielles montait de 350 %. Discordance qui expliquerait la lente baisse des six derniers mois et le coup de bourse qui a agité Wal-Street en ces derniers jours. S'il est vrai — selon les économistes classiques — que « **les bourses de valeurs permettent la mise à la disposition de l'économie des sommes qui auraient hésité à s'immobiliser de façon durable...** » et que « **par la fluctuation des cours elles constituent également un baromètre de la confiance, utile à l'homme d'Etat, à l'homme d'affaires, à l'économiste** » (1)..., on tirera la double conclusion suivante des mouvements successifs et contradictoires avant 1961 et depuis la fin de 1961. La spéculation suivant la tendance avait signifié depuis 1945, la prévision d'une expansion illimitée. Elle signifierait aujourd'hui la méfiance des capitalistes américains.

LE SOUVENIR OBSEDANT DE 1929

C'est également à la spéculation effrénée, à une inflation sans précédent du crédit que l'on attribue la crise de 1929. N'est-ce pas encore confondre la cause avec un de ses effets spectaculaires ?

L'orthodoxie marxiste établit la fatalité et la périodicité des crises du capitalisme mondial. Celles-ci seraient décennales. Et l'histoire économique depuis la révolution industrielle du XIXe siècle confirme au moins la régularité des cycles de boom et de dépression. L'entre-deux-guerres ne l'infirme pas. En 1920, après la prospérité qui suivit immédiatement la paix, la baisse générale des prix aux Etats-Unis avait révélé une crise sérieuse. L'indice qui, sur la base de 100 en 1914, atteignit 200 à 250 en 1918 et 1919, retombait à 130 — le blé passait de 3,30 à 1,33 le bushel.

C'est donc près de dix ans après cette première crise d'après-guerre qu'éclata la catastrophe de 1929.

Aux Etats-Unis, l'ascension entre les deux crises s'était accomplie à un rythme sans précédent. En 1929, le montant annuel des actions émises est six fois plus élevé qu'en 1920. Dans le monde entier, les productions de blé et de charbon ont largement dépassé celles de 1913 ; la construction automobile a plus que décuplé. C'est, aux Etats-Unis, le triomphe du machinisme, de la rationalisation (2) — et, au moins pour les ouvriers qualifiés, on applique la politique des hauts salaires.

Le 18 octobre 1929, renversement brutal de la tendance prévu seulement par de rares observateurs. La vente massive des actions et des titres aboutit en un mois à une dégringolade des cours de 469 à 220. C'est aussitôt la chute des prix, les faillites, le chômage. Les réactions en chaîne, par la contraction du commerce international, le « gel » des capitaux investis en Europe et surtout en Allemagne, prolongent la panique de Wall-Street en dépression généralisée dans tout le monde occidental.

FAILLITE D'UNE GENERATION

A vrai dire, cette période de dix années (1929-1939) reste pour notre génération d'une importance déterminante, aussi significative que celle de 1900 à 1914 pour la génération précédente. Or — et cela mériterait d'être joint à nos propos du mois dernier sur « l'histoire et ce qui la domine » — on a tendance à constater la faillite de la génération antérieure et si l'on n'ouvre pas le procès de notre génération, c'est peut-être par mépris de ce qu'elle fut et de ce qu'elle fit. On voit surtout, en effet, la fin de la période... à savoir une guerre mondiale dans les deux cas... que, dans les deux cas l'action ouvrière ne put prévenir. Dans le premier cas, on incrimine le syndicalisme révolutionnaire responsable de la faillite de 1914. Dans le second cas, on incrimine un peu tout le monde, ce qui est le meilleur moyen de n'incriminer personne, parce qu'aucune force ne paraissait capable de s'opposer à la guerre.

Ce n'est pas abuser dans le paradoxe que de juger ce parallèle plus offensant pour nous que pour nos aînés. Reprocher à ceux-ci de n'avoir rien fait, c'est reconnaître que seuls ils pouvaient quelque chose. Et le caractère syndicaliste de l'opposition à l'Union Sacrée, formée dès septembre 1914, renforce ce préalable favorable.

Mais c'est dans l'évolution, plus que dans sa fin, qu'il faut juger l'action des deux générations. La

(1) Eléments d'Economie politique, de Reverdy et Bataillard.

(2) En 1927, André Philip avait publié son œuvre magistrale « Le problème ouvrier aux Etats-Unis ». La « R.P. » consacra à l'œuvre et à l'auteur, après un compte rendu d'une conférence de celui-ci, un important article, publié sous le titre « A bas la rationalisation ! ». Ce fut aussi l'année de l'exécution de Sacco et Vanzetti. Mais après la crise de 1929, l'action syndicale aux Etats-Unis réussit à alléger les maux de la rationalisation et, selon l'expression employée là-bas, à « humaniser la chaine ».

première fut efficace. La seconde fut passive ou totalement impuissante. En remontant à 1929, nous pouvons donc éclairer notre jugement.

Car la crise mondiale provoqua en Europe des effets politiques, tellement spectaculaires que l'on a cherché des remèdes purement politiques aux troubles profonds de l'économie. Tandis qu'aux Etats-Unis le souvenir de l'effondrement économique et financier pèse encore aujourd'hui sur l'esprit des économistes, des politiciens et des militants ouvriers. Certes, ici et là, c'est l'intervention de l'Etat qui apparaissait et apparaît encore comme nécessaire et seule efficace. Mais aux Etats-Unis, il s'agissait surtout de provoquer artificiellement le démarrage de l'économie. En Europe, de l'Ouest à l'Est, des planificateurs aux totalitaires russes et allemands, il s'agissait de subordonner l'économie à une organisation rigoureuse et strictement souveraine (3).

LES EXPLICATIONS DE LA CRISE

Ce qui est curieux, c'est que le « recul du temps » n'a pas permis un accord sur la cause réelle de la crise. Or, dans la mesure où la « philosophie de l'histoire » fournit des explications incontestables des phénomènes passés, elle peut en même temps déterminer les possibilités présentes et les probabilités futures.

Il paraît évident à première vue que les crises en général, celle de 1929 en particulier, naissent de la surproduction, de la « saturation du marché ». La consommation ayant atteint son maximum tandis que la production continue à croître, la demande ne peut plus s'adapter à l'offre. Lorsque les stocks accumulés ont atteint le plafond, tout s'arrête et l'on détruit les « surplus » (n'a-t-on pas brûlé du blé et du café dans les locomotives?).

Cette abondance agricole et industrielle provoquerait ce que l'on appelait le chômage dit cyclique... Il y aurait aussi un « chômage technologique », effet de la rationalisation et du suréquipement industriel...

D'autres mettent l'accent sur la spéculation... les facteurs monétaires, l'inflation du « crédit ».

Il paraît encore évident que si la consommation ne se développait pas parallèlement à la production, c'était parce que « la politique des hauts salaires » n'était pas générale et que la part des ouvriers dans le revenu national était plus faible en 1919 qu'en 1914... peut-être encore plus en 1929.

LE DEBAT DANS LA « R.P. »

Ces évidences sont toutes aussi décevantes, car les théories qui en naissent ne tirent des événements de 1919 qu'une justification partielle et ne fournissent aucune explication complète et pleinement satisfaisante du phénomène.

On haussera les épaules de notre « outrecuidance », quelque peu insolite, alors que nous avons confessé la faillite et la carence de notre génération. Mais la collection de la « R.P. » de fin 1929 à 1931 nous éclaire sur la crise, beaucoup mieux que les économistes et historiens officiels.

Et cette fois on n'a pas seulement commenté l'événement, on l'a annoncé. Robert Louzon qui avait affirmé en 1928 : « **Pas de guerre avant dix ans !** », posait dans notre numéro du 15-11-29 la question que nul encore n'avait formulée : « **Le grand krach boursier de New-York annonce-t-il une crise économique ?** »

Si Louzon nous étonne souvent, nous heurte parfois, nous n'avons jamais nié son aptitude exceptionnelle à nous faire « repenser » tous les problèmes. C'est un mérite qui n'est pas mince et dont nous le louons, même lorsque le débat accentue nos désaccords. A l'époque que nous évoquons, il nous prouva une probité intellectuelle, encore plus rare. En effet, de 1929 à 1931, son opinion sur l'explication de la crise évolua quelque peu et il ne le cacha pas aux lecteurs de la « R.P. ».

Dans son article du 15-11-29 et encore dans une réponse aux objections de Potsgate (« R.P. » 1er-5-30) il assimila la crise de 1929 aux crises décennales de pure orthodoxie marxiste, c'est-à-dire à la surproduction. Postgate rejetait cette thèse. Il attribuait le krach aux folies de la spéculation, même à la « **passion américaine pour le jeu...** ».

Louzon n'a pas de peine à démontrer que l'on confond l'effet et la cause. C'est vrai en 1962 comme en 1929. Il faut sans doute ne pas négliger cet élément d'appréciation. Il est même possible à l'Etat d'agir en ce domaine pour ralentir la descente et limiter les pertes. Ainsi peut-on abaisser la température d'un malade avec de l'aspirine. Mais le mal demeure, l'aspirine n'est pas un remède. La baisse de température a même le grave inconvénient de troubler le diagnostic médical. Et si l'on brise le thermomètre, on se condamne à subir le mal sans même en contrôler le processus.

LA FAUSSE REALITE DE LA SURPRODUCTION

Mais s'agit-il de surproduction ? Il est évidemment facile de constater que si le marché est saturé, la consommation totale du monde entier est toujours insuffisante. Il y avait trop de blé en Occident, alors que les famines persistaient en Orient — trop d'autos en Amérique, alors que le « pousse-pousse » restait le seul moyen de transport au Tonkin...

Mais en régime capitaliste, le produit ne vient sur le marché qu'en qualité de marchandise. Ce ne sont pas les besoins des consommateurs qui ont diminué, ce sont les moyens d'acheter les marchandises, satisfaisant leurs besoins. En fait, si le marché est saturé, ce n'est pas parce que l'offre est trop importante, c'est parce que la demande est trop faible. On parlerait plus exactement de déséquilibre dans les productions que de surproduction.

L'indice le plus net, le plus incontestable de la crise, c'est évidemment la baisse des prix. Or Louzon répondant à Postgate apporte une information que l'on utilisera pour illustrer sa deuxième explication de la crise (cf. article de Péra : « **Toujours la cause des crises** », « R.P. » novembre 1931). Il dit, en effet, que la baisse des matières premières témoigne de la crise mondiale de surproduction : baisse de la laine, du coton, du blé, du café... **Baisse des prix de gros.** Or, remarquera Péra : « **Si ce sont les capacités d'achat individuelles qui, par leur saturation, arrêtent la production, que va-t-il se passer ? Evidemment ceci : que les premiers encombrements de marchandises vont se manifester sur les marchandises de consommation. Et les premières baisses de prix aussi. Or, c'est le contraire qui s'est passé. Stocks et baisses sur les « matières premières » bien avant que sur les objets de consommation. Baisse de la laine en gros d'abord, et bien longtemps après, baisse des tissus et des vêtements ! Baisse des aciers et des caoutchoucs avant baisse des autos..., etc.** »

On aboutit donc à cette conclusion : que la surproduction — même partielle et relative — ne déclenche pas la crise — que c'est au contraire la crise qui engendre l'illusion de la surproduction. Tentons une image un peu grossière. Nous avons connu des rescapés des camps de concentration qui flottaient dans leurs vêtements, d'avant-guerre. Les mesures du tailleur n'étaient pas fausses. C'était l'amaigrissement des corps qui était anormal...

Retenons encore le caractère alarmant de la baisse des prix de gros, de la chute des cours des matières premières aggravant la misère des pays sous-déve-

(3) C'est l'époque de la prise du pouvoir par Hitler, de la tragique collectivisation en U.R.S.S., de l'établissement du stalinisme intégral, de la déflation française suivie des secousses de 1934 et des « plans » inspirés du plan belge De Man...

loppés dont certains produits de base constituent la seule ressource (4).

A PROPOS DU CHOMAGE CYCLIQUE ET TECHNOLOGIQUE

L'explication de la crise par le chômage cyclique ou technologique révèle une confusion encore plus grande entre la cause et l'effet. Mais Louzon et Péra allaient beaucoup plus loin que la simple critique de cette thèse.

Il est d'abord deux observations générales qui valent autant pour la situation présente que pour les crises passées.

C'est d'abord qu'il est aberrant d'attribuer à la fatalité du machinisme, une sorte de chômage permanent et constamment étendu, alors que depuis le début du XIXe siècle la population industrielle et urbaine n'a cessé de croître parallèlement au dépeuplement des campagnes. En 1847, la France comptait 75 % des ruraux et seulement 37,5 % en 1954. En Allemagne, vers 1830, les villes groupaient 30 % de la population et 70 % en 1900. Le fait qu'en ces derniers temps les effectifs ouvriers demeurent stables, alors que le nombre d'employés, de techniciens, de fonctionnaires n'a pas cessé de croître à un rythme accéléré, prouve justement que le progrès technique crée plus d'emplois qu'il n'en supprime.

Mais il est également vrai — d'une vérité plus discrète — que le plein emploi gêne le capitalisme. Sans doute parce que l'existence d'une armée de réserve facilite l'exploitation ouvrière. Mais aussi pour une raison plus profonde qui décèle peut-être la cause fondamentale des crises.

LA CRISE PROVOQUEE PAR L'INSUFFISANCE DE MAIN-D'ŒUVRE

Louzon, revenant donc sur son explication antérieure, lançait en 1931 cette affirmation paradoxale qui nous parut ahurissante à l'époque : « **Si la crise éclate, c'est par l'insuffisance numérique de la main-d'œuvre.** »

C'est en s'appuyant sur les formules mêmes de Marx, que Péra justifiait ce paradoxe. Le capital circulant investi dans une affaire sert à acheter des moyens de production et à payer la main-d'œuvre. L'opération aboutit à une marchandise qui s'échange contre une somme d'argent supérieure au capital engagé dans la production de cette marchandise. Mais par la loi fondamentale du système, il faut que le cycle se reproduise immédiatement avec tous ses termes augmentés. Le capital initial est naturellement plus grand que celui investi dans la première opération.

Il faut des moyens de production accrus. Or ce sont également des marchandises, et un processus analogue aboutit à la même progression, c'est-à-dire qu'à la fin le produit atteint une valeur supérieure à celle du capital initial. Pour reprendre, après Péra, l'exemple de l'industrie textile, si le tisseur capitaliste doit utiliser plus de fils pendant la seconde opération, le fileur capitaliste a obtenu également une quantité de fils en progression.

Mais il importe que le facteur main-d'œuvre augmente également. Or, en période de prospérité et d'expansion, c'est là que la discordance apparaît. Si le fileur a pu augmenter les effectifs ouvriers de son entreprise, rien ne prouve que la même possibilité sera offerte au tisseur. Alors, celui-ci achète moins de moyens de production qu'il n'avait prévu. Le fileur ne peut pas vendre tous les fils produits. Il y a donc moins d'argent, la circulation des capitaux ralentit, les stocks se forment. Ceux-ci s'accumulant, « l'argent disparaissant », les prix tombent, on réduit la production et le chômage s'installe...

Péra observe avec quelque malice que Marx présente tous ces aspects comme causes des crises : — l'insuffisance de la main-d'œuvre — la surproduction — l'insuffisance monétaire — la crise spéculative.

L'exemple de Péra paraîtra peut-être trop élémentaire à quelques doctes économistes. On observera que l'insuffisance de la main-d'œuvre peut être compensée par l'introduction de machines. Cela ne peut qu'aggraver la discordance, le déséquilibre signalé. A l'aube du machinisme, le tissage mécanique ne produisit son plein effet que lorsque l'on eut inventé les machines à filer. Et lorsque l'équilibre est rétabli, quelle que soit l'importance relative de la main-d'œuvre, on revient bien au processus analyse par Péra. Les faits actuels confirment la thèse de Louzon. Non seulement, on affirme, avec toute l'autorité nécessaire, que le plein emploi finit par gêner l'expansion. Mais encore, on observe que le manque de main-d'œuvre demeure un des problèmes les plus aigus de l'économie en Allemagne fédérale. Le mur berlinois de la honte, en empêchant la circulation des travailleurs de l'Est gêne plus l'industrie allemande que l'allégement de la charge des réfugiés ne profite aux finances de l'Etat fédéral.

LES VARIATIONS DU TAUX DE L'ESCOMPTE...

Il convient cependant d'insister sur cette question des variations du taux de l'escompte, d'autant plus que ce n'est pas seulement un moyen de repérage de l'activité économique, c'est aussi un instrument de l'action de l'Etat pour atténuer les effets d'une crise, ou modérer l'expansion.

Sans vouloir rappeler tout le mécanisme de l'escompte, notons que le taux imposé par la Banque de France détermine en fait l'intérêt accordé aux détenteurs de capitaux, s'ils investissent ceux-ci dans des entreprises ou souscrivent aux emprunts d'Etat. Normalement, l'argent est « cher » — c'est-à-dire le taux est élevé — lorsque les capitaux disponibles sont plus rares, et bon marché, lorsque ceux-ci sont abondants. Or, en période de prospérité, la demande de capitaux devient de plus en plus pressante. Le taux de l'escompte augmente, ce qui ne gêne pas les producteurs, car ils sont assurés de profits substantiels. Malheureusement, lorsque la crise commence, c'est-à-dire lorsqu'il y a cassure dans la progression (comme nous l'avons signalé ci-dessus), l'industriel a besoin de capitaux pour compenser la mévente des marchandises. Le ralentissement des affaires nécessite de la part des commerçants un appel plus pressant au crédit. La hausse du taux de l'escompte favorise évidemment les prêteurs, mais elle gêne les industries et les commerces en activité, qui, renonçant à emprunter les capitaux ou à faire escompter leurs billets, attendent des jours meilleurs.

Il est faux que cette hausse du taux de l'escompte soit la cause de la crise. Elle résulte naturellement de l'augmentation de la production.

Il est vrai que l'on a voulu l'utiliser en période d'expansion, pour éviter l'inflation. (Louzon, dans la « R.P. » du 15-11-29, justifie fort simplement cette crainte. Les billets de banque supplémentaires émis pour représenter l'augmentation des marchandises peuvent perdre de leur valeur si le prix des marchandises baisse.) Il est également vrai que cette hausse maintenue aggrave la crise. Si l'escompte devient trop onéreux, le commerçant ne pourra plus attendre. Il s'efforcera de liquider ces stocks à prix avili ou il suspendra toute opération commerciale. Et l'industriel ne pourra plus non plus faire appel au crédit pour un nouveau démarrage, car le taux de l'intérêt dépassera le taux du profit.

(4) Répétons qu'il s'agit là d'un problème urgent. Les mesures envisagées pour renforcer les cours des matières premières et des produits exotiques ne paraissent pas de nature à satisfaire les pays sous-développés. L'administration Kennedy éprouve de grandes difficultés à vaincre les coalitions d'intérêts opposées à cette nécessité vitale pour le Tiers-Monde.

L'intérêt baisse normalement, en période de crise prolongée, car l'offre de capitaux dépasse largement la demande. Mais la politique des Etats s'oriente aujourd'hui vers une baisse imposée arbitrairement, afin de prévenir la crise et de limiter les effets de la récession.

DE 1929 A 1962...

Mes habituels et fraternels critiques voudront bien ne pas m'accuser de rabâchages sur le passé, à propos de mes évocations de la crise annoncée par le krach d'octobre 1929. Ici, il s'agit bien de phénomènes permanents et on peut conclure de nos confrontations avec le présent que si les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets... c'est peut-être tout simplement parce que les causes ne sont pas exactement les mêmes... ou parce que des forces extérieures ont contrarié les effets.

Cependant nos conclusions négatives demeurent et s'appliquent à toutes crises ou « récessions ».

Il convient de ne pas accorder à la surproduction et au chômage cyclique ou technologique l'importance de phénomènes généraux, déterminants et permanents. Non seulement parce que la production mondiale ne peut encore satisfaire les besoins élémentaires et vitaux de toute l'économie, mais encore parce que la surproduction demeure toujours localisée dans le temps et dans l'espace.

Quant au chômage, s'il s'explique encore par les servitudes de l'exploitation capitaliste (maintien d'une armée de réserve), il n'est nullement la rançon fatale du progrès technique accompagné d'un accroissement constant de la main-d'œuvre salariée et des effectifs du secteur tertiaire.

Enfin la spéculation financière, quelles que soient les violentes saccades qu'elle provoque, n'est jamais qu'une explosive manifestation d'une évolution qu'elle suit et éclaire à la fois.

C'est toujours dans le caractère essentiel du système, la recherche du profit, la nécessité vitale de l'accumulation capitaliste et de l'expansion industrielle qu'il faut chercher la cause des contradictions externes et des crises. On peut admettre que cela se traduit par le déséquilibre entre la production et la consommation. Mais la solution ne nous est pas apportée par « le socialisme » (?) d'Etat soviétique. Les dernières mesures annoncées à Moscou le prouvent une fois de plus.

S'il est vrai qu'aux Etats-Unis la « consommation » ne suffit pas pour utiliser la pleine capacité productive — en U.R.S.S., la production ne peut satisfaire la consommation. Là, l'industrie doit ralentir son activité. Ici, on veut restreindre la consommation, par l'élévation des prix.

***

Ce que l'on peut noter encore, c'est que la substitution du terme de **récession** à celui de **crise** n'est pas simple artifice de propagande. Car les récessions de notre après-guerre, si elles ont abouti à une sérieuse diminution de l'activité, n'ont présenté aucun des aspects dramatiques de la crise de 1929.

Pourquoi ? Il y a trente ans les Etats-Unis subissaient encore dans toute sa rigueur la logique du système : « la libre entreprise », les tendances monopolisatrices des trusts, les lois d'airain de la lutte des classes.

Aujourd'hui, l'action syndicale a empêché la baisse des salaires, la misère désespérée des chômeurs. Il faut noter aussi l'augmentation constante de la consommation intérieure. Le big-business et Wall-Street ont perdu leur prépondérance. Et les interventions de l'Etat fédéral se sont mutipliées.

Les « ennuis actuels » de Kennedy peuvent fournir aux hommes d'Etat occidentaux matière à sollicitude condescendante. Et pourtant leur responsabilité et la nôtre sont directement engagées.

Si l'économie américaine reste perturbée, si le dollar est menacé, c'est en effet beaucoup plus par des troubles d'ordre international que par des facteurs internes.

La balance des comptes demeure déficitaire, quoique les exportations restent supérieures aux importations, parce que **dans la colonne des sorties de dollars, au payement des importations s'ajoute la lourde charge de l'aide à l'étranger.**

L'industrie ne dispose pas des investissements nécessaires, parce que les capitaux émigrent en Europe, **attirés par un taux d'intérêt plus élevé, une exploitation plus rentable grâce à l'infériorité des salaires européens, la possibilité d'échapper aux rigueurs de la fiscalité américaine.**

Enfin l'expansion européenne continentale, dont le plan Marshall a déterminé le départ, a engendré le recul des marchandises américaines devant une concurrence protégée par les frontières du Marché commun.

Ce sont, là encore, des phénomènes propres au système capitaliste. Nous pouvons les enregistrer sans en éprouver d'émotion ou de compassion. Mais les hommes d'Etat européens pourraient-ils supporter un retour à « l'isolationnisme américain » qui peut fort bien se concilier avec une exportation des capitaux américains à fins purement impérialistes ? Et si cette « révision déchirante » ne se produit pas, les travailleurs européens peuvent-ils balancer, lorsqu'il s'agit d'opter entre les intérêts « nationaux » représentés par leurs hommes d'Etat — et la solidarité avec les travailleurs américains, dont les avantages acquis restent menacés tant que l'on n'en jouira pas de ce côté de l'Atlantique.

Roger **HAGNAUER.**

Lettre de Buenos Aires

Comme premier cadeau, le pays nous a offert une grève générale de 24 heures, le 29 mai. Avec des militants de la Fédération graphique, j'ai parcouru les quartiers industriels, pour prendre la température. Tout était mort. Mais chose curieuse, sans déploiement de forces de police, sans piquets de grève, sans cortèges ni même assemblées. Comme si le mouvement correspondait à une discipline intérieure, et à un mécontentement réel, mais qu'un accord préalable avait éliminé toute possibilité de friction.

Deuxième spectacle : une campagne électorale syndicale pour le renouvellement de la direction de la Fédération des employés de commerce, gros syndicat qui compte 80.000 membres dans la seule capitale. Les propagandes sont massives (milliers d'affiches, centaines de milliers de tracts, banderoles aux carrefours). Cela sent l'argent lancé à la volée, et pas seulement l'argent syndical. La bagarre se livre entre une liste péroniste, celle qui dispose du plus gros matériel d'agitation ; une liste de la direction sortante, avec des gars rompus à la gymnastique des combines avec tout le monde ; et une liste où les socialistes, les anars et les démocrates indépendants voisinent, mais qui ne peut publier que des communiqués de presse. La liste coco s'est ralliée aux péronistes.

A part cela, la ville, immense, gonflée de faubourgs et de banlieues interminables, est triste, sale, mal éclairée. Elle sent le marasme et la corruption. Bon, d'ici quelques jours, quand j'aurai prospecté, enquêté et vu nombre de militants de tous bords, j'essaierai de faire un papier.

L. MERCIER.

Notes d'Economie et de Politique

NECESSITE D'UNE REVOLUTION ALGERIENNE

Bourguiba donnait une interview, il y a quelques semaines, à un journal anglo-saxon, se résumant à peu près à ceci : les Algériens parlent toujours d'une « révolution algérienne », mais la question d'une révolution ne se pose pas; on conquiert l'indépendance et ça suffit !

A la suite d'une protestation du gouvernement provisoire de la République algérienne, la publication de cet interview a été suivie de la part de Bourguiba d'un démenti plus ou moins diplomatique, mais il est bien certain que son contenu correspond parfaitement à la pensée du chef tunisien et il montre combien celui-ci ne se rend pas compte de la profonde différence qui existe entre la Tunisie et l'Algérie.

En Tunisie, la question de la révolution, en effet, ne se posait pas, au moins au lendemain de l'indépendance : pourquoi ? Parce qu'en Tunisie, il y avait une bourgeoisie, une bourgeoisie indigène. Toute prête, naturellement, comme toute bourgeoisie, à prendre le pouvoir. La bourgeoisie européenne qui lui était surimposée, n'était qu'une superfétation ; cette superfétation disparue, la bourgeoisie indigène restait en place, prête à remplir toutes ses fonctions. Donc, pas besoin d'une révolution, dans l'immédiat tout au moins.

Mais il n'en est pas du tout de même en Algérie du fait qu'en Algérie, il n'y a pas de bourgeoisie, de bourgeoisie indigène s'entend.

Qu'est-ce, en effet, qu'une bourgeoisie ?

Des bourgeois, c'est essentiellement, comme leur nom l'indique, des gens qui vivent dans des « bourgs », c'est-à-dire à la ville. Le bourgeois, c'est l'homme de la ville, par opposition à l'homme de la campagne. Or, tandis qu'en Tunisie, les villes arabes sont nombreuses : Tunis, Sousse, Kairouan, Madhia, Sfax, etc., en Algérie, *il n'y a pas de villes*. Pas de villes indigènes. Alger n'était en 1830 qu'un nid de pirates et Constantine qu'une place forte. La seule ville qui méritait ce nom était Tlemcen, mais Tlemcen, qui est à moins de 50 kilomètres de la frontière actuelle du Maroc, est beaucoup plus marocaine, historiquement, qu'algérienne.

Donc, le bourgeois est l'homme qui habite la ville et il y fait ce pour quoi on a bâti des villes : des échanges. C'est à la ville que se rencontrent ceux qui ont à vendre et ceux qui ont à acheter, et à la ville aussi, par suite, que se trouvent ceux qui fabriquent ce dont les autres ont besoin d'acheter en plus des produits de la terre. L'homme de la ville, le bourgeois, c'est donc essentiellement le commerçant et l'artisan. Aussi la caractéristique de la ville en Afrique du Nord est-elle le « souk », c'est-à-dire un ensemble de rues où l'on n'habite pas, mais dont chaque maison renferme une boutique, qui est, selon le cas, un simple magasin de vente, ou bien aussi, un atelier : de cordonnerie, de maroquinerie, de teinture, etc. C'est pourquoi, en Tunisie, chaque ville a ses souks, tandis qu'à Alger et dans les autres villes algériennes (sauf Tlemcen, et, partiellement Constantine !) il n'y a pas de souks.

Enfin, une troisième caractéristique de la bourgeoisie, c'est qu'elle fait preuve d'une certaine activité intellectuelle. A la différence du paysan, le bourgeois est un homme « cultivé ».

Pour travailler le sol et en consommer les produits, il n'y a pas besoin de savoir lire, écrire et compter. Par contre, lorsque l'on passe sa journée à vendre et à acheter, il est presque indispensable de savoir lire, écrire et compter. D'autre part, les rapports entre vendeurs et acheteurs deviennent bientôt suffisamment complexes pour qu'il soit nécessaire de les soumettre à certaines règles : le Droit naît. Et lorsque le Droit est né et qu'on est commerçant, il faut le connaître, ou, tout au moins, avoir à sa disposition des gens qui le connaissent. Enfin, comme le Droit emprunte durant longtemps sa principale force exécutoire au fait qu'il est prétendument tiré de la religion, il faut étudier le Droit et la théologie.

La ville se trouve ainsi devenir le lieu où l'on s'instruit ; ce n'est pratiquement que dans les villes qu'existent des écoles primaires, et c'est à la ville que s'établissent les universités. L'existence d'universités est la preuve la plus visible de l'existence d'une bourgeoisie. Or, tandis qu'à Tunis, et à Fez (1), au Maroc, il y a de grandes universités comprenant chacune des milliers d'étudiants ainsi que de nombreuses medersas (sorte de collèges secondaires), rien de semblable n'existe en Algérie, sauf à Tlemcen.

Donc, c'est bien certain : pas de bourgeoisie en Algérie (2). Il y existe, certes, des gens riches, puissants, instruits, mais ces bourgeois-là, si on veut absolument les appeler des bourgeois, ne sont que des produits d'importation.

Les uns sont tout simplement les auxiliaires de la colonisation française, ceux, anciens féodaux ou anciens « hommes de rien », que l'Administration française a pourvus de prébendes et d'honneurs, afin qu'ils puissent tenir la population indigène, grâce à la fois à leur prestige et à leurs fonctions, dans le respect de ses maîtres et l'obéissance à leurs ordres.

Les autres sont les jeunes qui ont été dans les écoles et les universités françaises et en sont sortis avec des diplômes qu'ils ont cherché à utiliser de leur mieux. Ce sont ceux qu'on appelle partout les « intellectuels ». Or, les intellectuels ne forment pas une classe. Toute classe a pour base une fonction économique, et eux n'en ont pas ; ce sont donc seulement des « cadres » pour les classes.

(1) A propos de Fez, rappelons que la partie *arabe* du Maroc est tout à fait comparable à la Tunisie au point de vue de l'existence d'une classe bourgeoise, ce qui fait que le Maroc a pu accéder, lui aussi, à l'indépendance sans révolution — mais qu'à côté de sa population arabe, le Maroc, à la différence de la Tunisie, renferme une population berbère considérable, qui, elle, ne possède point de bourgeoisie, et qui, en s'associant au néo-prolétariat des mines et des ports, comme elle le fait déjà au sein de l'actuel parti d'opposition, forcera peut-être à une révolution.

(2) Les seules fractions de la population algérienne qui pourraient être considérées comme étant au moins des embryons de bourgeoisie, sont les Mozabites et les Juifs, mais les uns et les autres sont trop peu nombreux, trop repliés sur eux-mêmes et, en ce qui concerne les Juifs, parfois trop européanisés, pour pouvoir jouer autre chose qu'un rôle d'appoint dans la société algérienne.

De fait, ce sont eux qui ont fourni à peu près tous leurs cadres aux mouvements nationaux tunisien et marocain, et une partie de ses cadres, mais une partie seulement, au mouvement national algérien ; et ce sont eux sans doute qui fourniront la plus grande partie de ses cadres à la classe dirigeante qui émergera en Algérie une fois les Français partis.

Mais quelle sera cette classe ?

Pour le moment, il n'en existe pas ; la seule classe dirigeante qu'il y avait en Algérie était celle de l'occupant. Son départ va donc créer non seulement une gêne économique, mais un vide social. Ce vide, il faudra le combler. Or, c'est précisément dans cette opération : la constitution d'une nouvelle classe dirigeante que consiste ce qu'on appelle une révolution. Et c'est pourquoi, avec une prescience remarquable, les dirigeants du F.L.N. ont appelé leur lutte : la *Révolution Algérienne*.

LA GESTION OUVRIERE « DIRECTE »

Il existe deux modes de fonctionnement pour les démocraties. Ou bien le peuple, l'ensemble des intéressés décide lui-même ; ou bien il choisit des délégués qui décident pour lui.

Le premier système a fonctionné dans les cités antiques, dans les villages berbères, et peut-être chez les anciennes peuplades germaniques ; le second est celui qui est utilisé presque exclusivement de nos jours dans tous les domaines. Les peuples élisent des « représentants » pour la gestion des affaires publiques et les actionnaires des sociétés anonymes nomment des conseils d'administration pour diriger leurs entreprises ; seuls, dans le domaine politique, subsistent encore, je crois, quelques petits cantons suisses de la haute montagne où l'ensemble des citoyens se réunit périodiquement sur la place du chef-lieu pour discuter des affaires publiques et prendre des décisions ; pareillement, dans le domaine économique, on trouverait sans doute quelques petites coopératives de production où c'est bien, en fait, l'assemblée des producteurs qui gère directement leur société (3). Mais, aussi bien dans l'un que dans l'autre domaine, il ne s'agit là que de cas exceptionnels et pratiquement sans importance.

Les avantages du premier système sur le second sont cependant évidents. Quand on délègue son pouvoir, on risque fortement que le délégué n'en use pas comme on en userait soi-même ; en outre, on crée ainsi toute une catégorie de mandataires et d'aspirants mandataires qui ont des intérêts propres, une idéologie propre, ce qui fait que bientôt ils ne représentent plus qu'eux-mêmes, et non point leurs mandants.

Pourquoi donc l'évolution s'est-elle poursuivie dans ce sens : du meilleur au pire ? Les raisons en sont bien claires.

D'une part, à mesure que les groupements humains devenaient plus vastes, que chacun d'eux comprenait un plus grand nombre de participants, il était plus difficile, matériellement, d'en réunir tous les membres et de les faire discuter. Il est déjà bien difficile d'assurer une discussion libre dans un groupement de quelques centaines de personnes, comme nos assemblées parlementaires, comment y parvenir pour un groupement de plusieurs dizaines de millions de personnes, comme nos nations modernes ?

D'autre part, il est de plus en plus difficile de soumettre à M. Tout-le-Monde des questions qui sont de plus en plus complexes, sur lesquelles il n'est guère possible d'avoir un avis motivé sans se livrer préalablement à des études longues et difficiles auxquelles n'ont le temps et le goût de se livrer que ceux dont c'est devenu le métier.

Néanmoins, une évolution en sens contraire, à contre-courant, est en train de se dessiner en Yougoslavie, et cela dans un domaine capital : celui de la gestion des usines.

On sait qu'en Yougoslavie la règle est, depuis déjà une dizaine d'années, que les entreprises soient gérées à peu près souverainement par les travailleurs de l'entreprise eux-mêmes, l'État ne conservant guère que des pouvoirs d'orientation.

Or, jusqu'à présent, ces entreprises étaient soumises au régime de la gestion *déléguée*. Les ouvriers y élisaient chaque année un « Conseil ouvrier » qui était chargé d'administrer l'entreprise, et qui élisait à son tour un « Conseil de gestion », comprenant un nombre plus réduit de personnes, qui était l'organe exécutif de l'entreprise, le Conseil ouvrier en étant, en quelque sorte, le Parlement.

Or, si tel continue à être le régime de la plupart des entreprises yougoslaves, l'une d'elles vient de le remplacer par un régime de gestion directe, où ce sont les travailleurs eux-mêmes qui prennent les décisions, et non plus des délégués élus par eux.

Fait important et qui donne toute sa valeur à la chose : l'entreprise qui a pris cette initiative ne comprend pas seulement quelques ouvriers, mais trois mille. Cette entreprise est l'usine textile de Makedonka, en Macédoine.

Cependant, 3.000 personnes ne peuvent évidemment pas gérer directement l'ensemble d'une entreprise, décider de tout ce qui concerne chaque détail du travail. Aussi, la première chose qui fut faite consista à faire éclater ce vaste ensemble en un grand nombre de cellules élémentaires beaucoup plus petites. Pour cela, on a subdivisé l'entreprise en ce que les Yougoslaves ont dénommé des « unités économiques », c'est-à-dire, en gros, ce que nous pourrions appeler des ateliers. L'usine a été ainsi décomposée en 50 unités économiques différentes, dont chacune comprend en moyenne une soixantaine d'ouvriers, puisqu'il y a 50 unités économiques et 3.000 ouvriers au total.

Dès lors, du moment qu'il ne s'agit plus que d'une soixantaine de personnes, celles-ci peuvent facilement se réunir, discuter et décider sans difficultés matérielles. Le premier obstacle qui s'oppose à toute démocratie directe se trouve donc ainsi levé.

Reste le second : celui de la complexité des problèmes qu'il faut trancher. Ici, il faut d'abord remarquer que tous les participants à l'assemblée connaissent de la façon la plus directe les questions sur lesquelles ils ont à se prononcer, puisque toutes ces questions ont trait à un travail auquel ils participent eux-mêmes directement. En outre, les questions dont il sera discuté à l'assemblée sont soumises à une étude préalable, car les membres de l'unité économique nomment un « presidium » (dont le président n'exerce ses fonctions que durant six mois, un autre membre du presidium lui succédant alors) qui est chargé de préparer les questions et la documentation qui sont à soumettre à l'assemblée générale des membres de l'unité économique, étant bien entendu que cette assemblée

(3) Il existe aussi un hybride des deux régimes que nous venons de dire, c'est la Confédération helvétique. En Suisse, ce sont des représentants élus qui décident de la plupart des questions, mais pour celles qui ont été jugées particulièrement importantes, c'est l'ensemble des citoyens qui procède à un vote direct sur le texte qui lui est soumis.

générale demeure seule habilitée à prendre des décisions sur elles.

Il va de soi, cependant, qu'il y a des questions qui n'intéressent pas qu'un atelier, mais l'ensemble de l'usine et qui ne peuvent donc pas être résolues par la décision d'une simple unité économique. Or, pour celles-ci, il a fallu revenir quelque peu à la délégation de pouvoir. Ce qui concerne l'ensemble de l'entreprise est décidé par une assemblée composée de délégués élus par les différentes unités économiques pour une durée de trois ans.

Malgré cela, l'effort fait dans le sens de la gestion *directe* d'une entreprise par ses participants est sans aucun doute considérable. De sa réussite ou de son échec dépend peut-être l'avenir de la révolution prolétarienne, non seulement en Yougoslavie, mais dans les autres parties du monde.

LE SEUL SOUTIEN DE FRANCO : L'AMERIQUE

La vague de grèves qui a soulevé l'Espagne au cours des deux derniers mois a attiré l'attention, une fois de plus, sur le terrible sort qui est celui du peuple espagnol, et elle a été l'occasion de nouvelles diatribes contre Franco.

Cela est excellent, mais il ne faudrait point que soulager notre conscience à l'égard du dictateur nous cache la raison pour laquelle dure la dictature.

Franco et son régime auraient disparu depuis longtemps s'ils n'avaient été soutenus passivement par l'ensemble du monde « libre », et *activement* par les *seuls* Etats-Unis.

Car, parmi les vainqueurs d'hier, ce n'est ni la France, ni l'Angleterre, qui fournissent des fonds à Franco ; c'est l'Amérique, et elle seule. Que Washington cesse d'accorder à Madrid l'aide financière sans cesse grandissante qu'elle lui fournit chaque année, et le franquisme s'écroule !

Accuser Franco des maux dont souffre le peuple d'Espagne, c'est donc presque se tromper d'adresse. Le vrai coupable, celui qui fait que le mal dure, ce n'est pas Franco, c'est Kennedy — en cela disciple fidèle d'Eisenhower.

De même que Blum et Chamberlain furent à l'origine, d'abord de la mainmise de l'U.R.S.S. sur la république espagnole, puis de la victoire de Franco, ce sont Eisenhower et Kennedy qui sont depuis dix ans les responsables du maintien en Espagne de l'un des pires fascismes que l'Europe ait connus.

Pour ceux qui seraient tentés d'objecter que les présidents américains ne sont pas tout-puissants et pas toujours capables, par conséquent, de faire ce qu'ils désireraient, je préciserai que lorsque je parle de Kennedy, d'Eisenhower, ou de tout autre homme politique, je ne vise pas seulement l'individu, mais l'ensemble des forces dont il est l'émanation et l'expression.

SECOND COUP DE SEMONCE

Il me semble peu probable que la profonde baisse des cours qu'a connue Wall-Street le 29 mai dernier, soit l'annonciatrice d'une crise économique du genre de celles qui scandèrent le premier siècle du dévelopement capitaliste, de 1815 à 1929.

La raison en est qu'elle ne s'est pas produite à un moment semblable. Les paniques financières annonciatrices de crises économiques, comme celle d'octobre 29 dont il fut si facile de prédire les conséquences, malgré toutes les opinions en sens contraire émises par tous les gens « bien » : financiers, industriels, économistes et hommes d'Etat (voir « R.P. » du 15 novembre 29), éclataient au plein milieu d'un boom financier et économique : hausse vertigineuse des valeurs de bourse et des prix surtout ceux des marchandises stockables comme les métaux), usines marchant à plein rendement, et enfin, point capital, réduction à presque rien de l' « armée de réserve industrielle », c'est-à-dire du nombre des chômeurs.

Or, aucun de ces traits n'apparaît dans l'économie américaine d'aujourd'hui. Voici quelque trois mois que la Bourse de New-York, loin de s'emballer, décline ; les prix des métaux (plomb, zinc, étain, et cuivre, le grand baromètre) sont presque exactement les mêmes qu'il y a un an ; la production industrielle, certes, est en train de croître car elle avait baissé lentement (« récession ») en 60 et 61 et elle remonte maintenant lentement la pente, mais elle demeure encore bien en deçà, dans son ensemble, de la capacité des usines ; enfin, si, de ce fait, le chômage, lui aussi, est en régression, il reste encore tout de même aux Etats-Unis près de quatre millions de chômeurs, ce qui fait de 6 à 7 % du total de la main-d'œuvre, pourcentage très suffisant pour permettre éventuellement aux nouvelles industries de trouver les ouvriers qui leur sont nécessaires.

Donc, rien de commun avec le « Vendredi noir » de 1929. Mais alors, quelle est la cause de cette panique des boursiers ?

A mon avis, cette cause est d'ordre purement monétaire : elle réside dans l'existence d'une fausse valeur pour le dollar. Autrement dit, elle est due à la même cause que celle qui a amené cette « crise du dollar » que connaît l'Amérique depuis déjà plusieurs mois et qui consiste en ce que, pour effectuer ses paiements à l'étranger, elle est obligée de ne plus seulement envoyer des dollars mais de l'or, de l'or provenant de sa précieuse réserve.

En régime capitaliste, dans une économie fondée sur la liberté de la production et des échanges, les crises, quelles que soient leurs formes et leur importance proviennent toujours d'un déséquilibre : déséquilibre entre les quantités disponibles de capitaux et de main-d'œuvre, déséquilibre entre la valeur des marchandises et leurs prix, etc. Ces déséquilibres peuvent être dus à des causes naturelles, telle l'absence de main-d'œuvre pour mettre en valeur les capitaux produits par l'exploitation du prolétariat (ce qui est, à mon sens, la cause des « crises cycliques »), ou bien à des causes artificielles, telles que l'intervention de l'Etat pour maintenir de force certains prix à des niveaux qui ne correspondent pas à la valeur des marchandises.

Des crises dues à ces dernières causes, nous avons eu plusieurs exemples depuis la fin de la première guerre mondiale.

C'est ainsi que durant tout l'entre-deux-guerres, soit pendant vingt années, l'Angleterre a eu toujours au moins un million de chômeurs et souvent beaucoup plus, parce qu'elle se refusait à dévaluer ou à dévaluer suffisamment la livre sterling, c'est-à-dire à accepter que sa monnaie s'échange contre de l'or ou contre des monnaies étrangères à sa vraie valeur.

C'est ainsi que, plus récemment, dans les années qui précédèrent immédiatement en France la chute de la République (et cela fut l'une des causes, bien que mineure, de cette chute) nous avons vu la balance commerciale et la balance des comptes de la France devenir de plus en plus déficitaires parce que les gouver-

nements de « Front républicain » se refusaient à dévaluer le franc.

Eh bien ! c'est quelque chose de comparable qui se passe actuellement en Amérique.

Peu après la guerre, Washington fit savoir aux producteurs d'or, en général, et à ceux d'Afrique du Sud en particulier, qu'il achèterait leur or contre des dollars à un prix fixe, déterminé une fois pour toutes. Depuis lors, ce prix n'a pas changé, l'Amérique achète toujours la même quantité d'or avec un dollar, bien que, dans l'intervalle, les prix américains aient augmenté de quelque 20 %.

Si donc le prix qui avait été fixé pour l'or était le « prix juste » au moment où il avait été fixé, c'est-à-dire qu'avec un dollar on pouvait alors acheter en Amérique des marchandises demandant pour leur production autant de travail que celui exigé pour la production de la quantité d'or que l'Amérique payait un dollar, les producteurs d'or ne peuvent plus aujourd'hui acheter en Amérique avec les dollars qu'on leur donne pour leur or, que des marchandises ayant coûté 20 % moins de travail que le travail qu'il a fallu fournir pour extraire cet or (4).

Or, l'une des conditions de l'équilibre de l'économie capitaliste est que les marchandises s'échangent à leur valeur (c'est-à-dire que les deux marchandises qui s'échangeent doivent avoir coûté le même travail), ou, tout au moins, à des prix qui oscillent autour de cette valeur ; il s'ensuit que la parité entre la valeur du dollar (c'est-à-dire celle des marchandises qu'on peut s'acheter avec un dollar) et la valeur de l'or qu'on achète avec un dollar n'existant plus, l'économie américaine ne peut plus tourner rond. Il y a une fuite généralisée devant le dollar (détenteurs étrangers de dollars qui exigent leur remboursement en or, détenteurs étrangers de titres américains qui les vendent (5) afin de se procurer des dollars qu'ils convertiront ensuite en or, etc.), et cette fuite entraîne des conséquences de toutes sortes, dont les plus manifestes jusqu'ici ont été la diminution des réserves d'or américaines et la panique boursière de la fin du mois dernier.

Cette panique a donc été le second coup de semonce adressé à l'Etat américain pour qu'il se décide à faire correspondre à nouveau le prix du dollar à sa valeur réelle.

(4) Cela serait inexact si, entre temps, le travail nécessaire à l'extraction de l'or avait diminué de 20 % de plus que le travail nécessaire à la production de l'ensemble des autres marchandises. Or, il se peut qu'au cours des premières années qui ont suivi la fixation du prix de l'or, le travail de l'extraction de l'or ait, en effet, diminué davantage que celui nécessaire aux autres productions, car ces années ont vu la mise en exploitation de nouveaux gisements d'or en Afrique du Sud (situés, eux, non plus au Transvaal, mais dans l'Etat d'Orange), où le minerai était encore trouvé à faible profondeur, alors que dans les anciennes mines, il n'y en a plus guère qu'en dessous de mille mètres de profondeur. D'autre part, on s'est aperçu, toujours au cours de ces mêmes années, que dans les immenses déblais de « stériles » qui s'accumulaient sur le carreau des mines, il y avait des quantités notables d'uranium ; on disposait donc d'un « sous-produit » dont le prix de vente diminuait d'autant le coût de l'extraction de l'or.

Mais ces deux sources exceptionnelles de l'abaissement de la valeur de l'or ont maintenant cessé de jouer. La valeur vraie de l'or ne diminue plus, tandis que celle du dollar, elle, continue à baisser, du fait de l'augmentation des prix.

(5) A noter qu'au lendemain de la baisse de Wall-Street, Ford a déclaré que c'étaient des ventes d'origine étrangère qui en avaient été la cause.

RELATIVITE DE LA CONNAISSANCE ...ET DE CES NOTES

Dans son « Introduction à l'Economie moderne », Georges Sorel compare la réalité à une nébuleuse dont on ne peut faire que des projections, en se plaçant pour chacune à des points de vue différents.

Rien ne semble plus exact, et cela dans tous les domaines, aussi bien le domaine social que le domaine scientifique.

Quand on songe que nous ne sommes même pas fichus d'établir des cartes, des cartes géographiques, exactes, pour la simple raison que nous ne pouvons dérouler une sphère sur un plan sans en déformer la surface, il est vain de prétendre présenter un tableau complet et exact des phénomènes sociaux, ceux-ci comportant encore bien plus de dimensions que le simple tracé des mers et des continents sur la mappemonde.

Rien n'est plus faux, par exemple, que les cartes marines : étant donné le système de projection qu'on y utilise, les terres voisines des pôles y occupent, par rapport à celles proches de l'équateur, une surface bien plus grande que celles qu'elles ont réellement. L'Irlande y apparaît comme presque aussi vaste que Bornéo dont la surface vraie est de sept à huit fois plus grande que la sienne. Et cependant, rien n'est plus utile au navigateur que ce genre de cartes, parce que seul, il lui permet de savoir par où il passera en allant d'un point à un autre tout droit, c'est-à-dire sans changer de direction.

Et si l'on ne fait pas de cartes pour les marins, mais des cartes pour les écoliers par exemple, on emploiera des systèmes de projection tout autres, qui permettront d'avoir une idée assez exacte des dimensions relatives des différents pays quelle que soit leur distance de l'équateur, mais qui auront d'autres défauts.

Eh bien ! celui qui essaie d'analyser les faits sociaux ne peut pas procéder autrement que le cartographe. Il lui faut faire des projections de tel ou tel phénomène social, ou, si l'on préfère cette autre image, y pratiquer des coupes, dont aucune ne donnera la réalité tout entière, dont aucune ne sera, même pour la partie de la réalité qu'elle donne, rigoureusement exacte, mais qui, toutes, fourniront à celui auquel elles s'adressent, si le point de vue ou le plan de coupe est bien choisi, des indications qui lui permettront de comprendre certains aspects du phénomène en question et surtout le mettront en état d'agir sur lui.

C'est pourquoi on trouvera toujours quelque chose à ajouter ou à rectifier à chacune de mes Notes. Et l'on fera bien de le faire, comme on fait bien de prévenir celui auquel on remet une carte des différences qu'elle comporte avec la réalité. Mais on ne devra jamais arguer qu'une loi générale ne saurait être basée sur un nombre d'expériences fini, car ce serait refuser toute valeur à l'induction, et, sans induction, il n'y a pas de science.

R. LOUZON.

« **La démocratie bourgeoise se raccroche avec l'énergie du désespoir à la théorie des capacités et s'efforce d'utiliser le respect superstitieux que le peuple a instinctivement pour la science... mais il n'est pas douteux que la vérité triomphera et alors toute la charlatanerie des capacités éclatera au grand jour.** »

G. SOREL.

(L'Avenir socialiste des syndicats.)

EN ESPAGNE LE PROBLÈME DES SALAIRES est le PROBLÈME du RÉGIME FRANQUISTE

L'Espagne accuse une poussée de fièvre. Certaines données du développement des récentes grèves nous font penser que l'atmosphère reste chargée et qu'un retour de flamme, beaucoup plus sérieux, est probable.

Le fait le plus significatif est, sans doute, la participation de l'Eglise. Ses raisons pour mettre l'accent sur la situation sociale sont autre chose. A notre avis, ou bien il s'agit de pousser le gouvernement à rendre plus supportable son régime, ou bien l'Eglise croit le moment venu de profiter de la position prise par le Vatican dans l'encyclique « Mater et Magistra » pour essayer de dégager la responsabilité qu'elle a assumée avec le franquisme et de laquelle il n'est pas aisé de sortir.

En tout cas enregistrons que des différends sérieux se sont fait jour entre le régime et le clergé et que l'ampleur des événements a conduit l'Eglise — qui peut jouir d'une espèce d'impunité au sein du régime — à s'engager sur une voie où il n'est pas commode de reculer.

LA PRESSE

La presse franquiste, comme toujours, reste muette. Au contraire, elle s'étonne de la présence d'une foule de reporters étrangers à la recherche de grévistes qui n'existent pas et de la campagne de presse internationale qui se fait dans le vide, car il s'agit tout au plus d'un différend insignifiant dans la discussion des salaires.

Sans tenir aucun compte de la loi d'exception décrétée par le gouvernement, le chroniqueur parle de la beauté du paysage des Asturies, de la gentillesse de ses habitants et même de la joie qu'on découvre sur le visage de ses jolies femmes, joie qui fait la preuve de la prospérité dans cette région.

Comme d'habitude l'épouvantail du communisme a pris place dans les journaux, au point d'y englober les curés.

Nous avons pu lire quelques commentaires sur la solidité de l'économie franquiste et les progrès réalisés dans ce domaine. Et aussi sur la nécessité de limiter les interventions de l'Eglise en matière de justice sociale.

Le chroniqueur franquiste a été choqué d'apprendre que le conflit a eu lieu après le passage de trois agitateurs étrangers. Rendons hommage au pouvoir magique de ces demi-dieux car ils ont du mérite d'avoir fait bouger l'Espagne sans que la police s'en aperçoive.

LES FAITS

Le bouclage des lieux par les forces de l'ordre rend très difficile une information complète, mais nous savons que le renvoi de six mineurs dans une mine de Mieres (Asturies) a fait l'objet d'une manifestation qui se transforma en grève ; d'autres puits suivirent et de là, toute la région. La ville de Gijon était vraiment paralysée ; les femmes attendaient les camions qui amenaient les travailleurs à la mine pour lancer des pierres ; dans d'autres entreprises c'est le maïs et les pommes de terre qui sont lancés à la porte des usines pour signifier à ceux qui s'y rendent qu'on les traite comme des poules, c'est-à-dire, des lâches.

Et c'est ainsi que, de proche en proche, la métallurgie, la construction, les chantiers navals et beaucoup de petites entreprises sont fermées. La police armée et la « guardia civil » ont envahi la rue avec une quarantaine de jeeps, plusieurs camions et le camion-citerne des pompiers prêts à intervenir ; les usines sont encerclées et là où on signale la grève perlée ils profitent de la sortie de midi ou du soir pour fermer l'usine.

Oviedo, la capitale des Asturies, nous donne un exemple unique. M. le gouverneur réclame la présence des délégués syndicaux officiels pour ordonner la reprise immédiate du travail. A quoi les délégués répondent qu'ils ne seront pas suivis car les délégués de fait sont les représentants de l'Alliance Syndicale C.N.T.-U.G.T. Mais, s'écrie le gouverneur, qu'on m'amène ces délégués. Les délégués de l'Alliance, sans se dérober, font savoir au gouverneur qu'ils sont les représentants authentiques des travailleurs et que la reprise du travail doit être discutée avec eux. La suite, nous l'imaginons : quelques centaines de militants déportés ou en prison et quelques milliers de travailleurs continuant la grève.

Dans le pays basque le mouvement a eu la même ampleur, touchant par roulement tous les secteurs et plus particulièrement la province de Guipuzcoa. Ailleurs les mines de Ojos Negros, Utrillas, Andorra (Teruel), Ponferrada (Leon), Peñarroya (Cordoba), l'industrie textile de Barcelone, hauts-fourneaux de Sagunto (Valencia), métallurgie de Zaragoza, les cheminots de Madrid, cultivateurs de Badajoz et vignerons de Jerez (Cadiz) ont donné l'exemple du courage.

LES CAUSES D'UNE GREVE

Aussi bien dans les mines que dans l'industrie textile, les conventions collectives, qui apportent au premier coup d'œil quelques avantages aux travailleurs, imposent certaines clauses ayant trait aux conditions de travail qui font qu'en fin de compte le résultat est beaucoup plus décevant qu'on ne pouvait l'imaginer à cause du niveau de production qu'il faut réaliser.

Sur la situation sociale, le numéro 3 du Bulletin d'Information de l' « Instituto Nacional de Prevision » nous fournit des éléments probants. Voyons :

Chiffre total des salaires en millions de pesetas :
Année 1958 : 85.121,9 ;
Année 1959 : pas de chiffres, année de stabilisation ;
Année 1960 : 92.293,4 ;
Année 1961 : 97.280,6.

Disons sans tarder que du salaire ouvrier une part revient au travailleur et l'autre, c'est l'Etat qui l'empoche directement pour couvrir les cotisations syndicales, sécurité sociale, retraite, etc. Les responsables du régime font état journellement des progrès économiques réalisés. Nous ne discutons pas cette progression, d'ailleurs tout à fait normale ; il suffit de se laisser pousser par la montée démographique et le progrès technique, mais nous trouvons, d'après la référence en question, une augmentation totale des salaires de 12 milliards de pesetas de 1958 à 1961. Où vont ces milliards ?

Nous les retrouvons ici :

1958 : 85.121,9 de salaires dont 65.254,6 aux ouvriers et 19.867,3 de cotisations ;
1959 : pas de chiffres.
1960 : respectivement, 92.293,4 ; 67.343,7 et 24.949,3.
1961 : 97.280,6 ; 66.233,1 et 31.047,5.

En résumé sur une augmentation globale de 12.158,7 millions, les travailleurs n'ont perçu que 978,5 millions de pesetas tandis qu'il a été retenu par l'administration 11.180,2 millions de pesetas.

Il se confirme ainsi que les difficultés économiques viennent frapper les intérets ouvriers, cependant que la part destinée aux sangsues du régime grimpe progressivement et sans vergogne.

Si nous considérons l'augmentation de la population pendant les quatre années et l'augmentation considérable du coût de la vie, il nous est facile de déduire que le chiffre ridicule de 978,5 millions ne peut nullement améliorer le pouvoir d'achat du travailleur espagnol ; par contre le scandale est frappant si on établit la comparaison avec les 11.180,2 millions qu'empoche l'Etat. Enfin, il est clair que « l'augmentation apparente » du total des salaires se traduit par une baisse réelle du niveau de vie des travailleurs.

Il y a d'autres éléments très éloquents de la réalité sociale espagnole qui n'ont pas été don-

nés à la publicité et que nous possédons. La statistique préparée en vue du IIe Congrès syndical de mars dernier par la « Vicesecretaria General de Ordenacion Social » révèle que dans les 5.567.600 salariés il y a 2.839.666 manœuvres (salariés sans qualification) qui sont soumis à l'échelle de salaires suivante :

627.708 gagnent de 28 à 40 pesetas par jour
928.366 gagnent de 40 à 50 pesetas par jour
690.171 gagnent de 50 à 60 pesetas par jour
593.421 gagnent de 60 à 90 pesetas par jour

Le minimum vital est fixé en Espagne à 60 pesetas et nous savons fort bien ce que représente le minimum vital (équivalent du salaire minimum interprofessionnel garanti) même dans les pays où la classe ouvrière est en mesure de défendre ses intérêts. Ce qui nous dispense d'insister sur sa valeur en Espagne. Eh bien, 80 % de ces salariés ne perçoivent pas le minimum vital.

Les conclusions auxquelles nous amène le document en question sont les suivantes :

Salaire maximum	90,83
Salaire minimum	28,03
Salaire moyen national	50,35
Salaire minimum vital	60,00
Provinces qui dépassent le minimum	7
Provinces qui n'arrivent pas au minimum	43
Province qui se trouvent en dessous du salaire moyen national	28
Différence entre minimum vital et salaire moyen national	9,65

Toutes ces précisions, répétons-le, sont officielles et aucun défenseur du régime n'est en mesure de les contester. Elles nous permettent de déceler les causes profondes du malaise social. Aussi on comprend bien pourquoi la « Vicesecretaria General de Ordenacion Social » n'a pas présenté au Congrès ces éléments, pour qu'ils ne soient pas rendus publics et qu'ils aient été seulement soumis aux Commissions de travail du Congrès, à la suite de graves désaccords

LA TOURNURE DES EVENEMENTS

La chute du régime se révèle, depuis de longues années, inéluctable. Soit par sa brutalité qui le rend odieux, par sa maladresse, ou par la corruption des classes qui le soutiennent, le régime franquiste ne doit son existence, malgré les appuis extérieurs, qu'aux procédés de répression les plus raffinés.

L'Espagnol n'est pas conformiste, et c'est un sujet d'étonnement pour quiconque ignore la cruauté du régime, que des années apparemment sans histoire se soient écoulées. En fait la C.N.T. a eu en prison une vingtaine de Comités nationaux et autour de son travail de clandestinité elle a une histoire à écrire qui sera révélatrice de cette « paix » des cimetières dont le franquisme est devenu le maître.

Mais cela est pour plus tard. Ce qui importe à présent c'est que la classe ouvrière a pris conscience de ses possibilités pour lutter contre la misère. Les grèves ont été imposées par les salaires de famine qu'on pratique, donc elles ont, sans aucun doute, un caractère revendicatif. Mais personne n'ignore en Espagne que, dans le paradis franquiste, les protégés n'ont pas à se plaindre de leurs salaires. Faut-il une dernière référence ? La voici :

Information fournie par la Banque de Vizcaya et révélée au cours de la XXe Semaine Sociale de l'Eglise qui s'est déroulée à Granada. Chiffres de l'année 1957.

Revenu des classes modestes : 116.000 millions de pesetas. Equivalent de 25 % du revenu national. Moyenne de 6.000 pesetas par année et par personne.

Revenu des classes élevées : Pas de chiffres. Equivalent de 30 % du revenu national. Moyenne de 500.000 pesetas par année et par personne.

Dans ces conditions, comme l'a dit Franco et son ministre de l'Industrie il y a quelques jours, il n'est pas possible d'accorder une augmentation générale des salaires si petite soit-elle ; que resterait-il pour les privilégiés ?

Le problème des salaires en Espagne est un problème de régime, de là le sens politique qu'inévitablement prend l'action sociale déclenchée.

Manuel FABRA.

CHEF SYNDICAL ET CAPITALISTE

Cet article, repris du bulletin de la C.I.L.O. (Commission Internationale de Liaison Ouvrière) campe le personnage de John Lewis, chef de syndicat et grand capitaliste. Cela ne veut pas dire que tous les dirigeants syndicalistes américains sont des capitalistes. Nous avons des exemples à prendre dans la combativité des syndicats américains. Et puis, en plus petit, il nous est arrivé d'avoir en France des dirigeants syndicaux qui n'étaient pas purs de toute attache avec le capitalisme. (Faut-il rappeler le cas de Bouzanquet, un moment secrétaire confédéral de « Force Ouvrière » ?)

John L. Lewis, qui présida pendant plus de quarante ans la « United Mine Workers of Amarica » et en est encore actuellement président d'honneur, continue, à 83 ans, à diriger l'administration complexe de l'union des mineurs de charbon dont les affaires se montent à des dizaines de millions de dollars.

Ainsi qu'on le sait, Lewis fut pendant longtemps le chef indiscuté du mouvement ouvrier nord-américain. On se souvient des spectaculaires agitations des mineurs, de la fondation du « Congress of Industrial Organizations », de ses alliances politiques en haut lieu, de ses discours apocalyptiques, de ses défis lancés au gouvernement pendant la dernière guerre et, enfin, de ses innovations dans le domaine de la retraite des mineurs que les autres catégories de producteurs cherchent à imiter ces dernières années.

On connaît moins sa situation de millionnaire, d'hommes d'affaires de grand style possédant des mines, des entreprises de transport, des banques, des usines que Lewis administra avec cette même froide efficience que celle qui lui permit de spéculer avec les fonds de son Union, c'est-à-dire avec cette précision glacée du capitaliste pour qui l'élément humain n'est qu'une entité négligeable face aux gains, aux dividendes, à l'expansion industrielle, à la tâche suprême de direction que le capitalisme assume dans notre société.

Le tragique paradoxe de sa situation de chef de syndicat et de capitaliste en même temps, d'exploiteur et de défenseur des travailleurs, ne dérangeait en rien la sérénité de cette personnalité, flexible, multiforme, machiavélique, qui, dans les relations entre exploiteurs et exploités s'adonnait aux combinaisons et aux calculs les plus invraisemblables.

Face à la crise de l'industrie charbonnière provoquée par l'utilisation croissante du gaz naturel et des dérivés du pétrole, aussi bien pour le chauffage des particuliers que pour l'énergie nécessaire aux industries, Lewis avait envisagé tous les moyens possibles pour restaurer l'utilisation du charbon minéral aux Etats-Unis et à l'étranger, parvenant même à en faire augmenter les exportations par le biais d'accords conclus avec des sociétés d'armement naval dont il était copropriétaire.

Toutefois, ce qui prime tout, pour John L. Lewis, c'est le rendement maximum des millions investis. Donc, en apôtre enthousiaste de l'évolution technologique, il acheta des mines et introduisit rapidement les méthodes automatiques de l'extraction du charbon, faisant ainsi une concurrence sans pitié aux grands établissements charbonniers de la Virginie de l'Ouest, du Kentucky et du Tennessee.

La base des opérations financières de Lewis est la National Bank of Washington, propriété de la United Mine Workers (Union des travailleurs des mines) laquelle, il y a de cela quelques

années, consentit un prêt de 15 millions de dollars aux « barons » du charbon pour leur permettre de financer l'automation dans les mines. Selon les comptes rendus officiels, la National Bank de Washington fit des prêts aux sociétés suivantes : Cleveland Illuminating Company ; Tampa Electric Company ; Union Electric Company of Missouri ; Illinois Central Railroad ; Tri-Continental Corporation, lesquelles possèdent des mines de charbon et consomment de grandes quantités de minerai.

De cette façon, la peine des mineurs sert à consolider le pouvoir de leurs propres exploiteurs et à précipiter le mouvement d'automation qui est cause du chômage des mineurs eux-mêmes ; situation inhumaine, mais assez logique du point de vue financier en ce sens que pour chaque tonne de charbon extrait, le fonds de retraite de la U.M.W. perçoit 0,50 dollar ; de cette façon, la réduction du nombre des mineurs entraîne celle du nombre de retraités, mais ne touche en rien les montants encaissés par le fonds de retraite.

Quant aux chômeurs, tant pis pour eux ! Eux et leurs familles ne sont que des êtres humains insignifiants qui souffrent de la faim au milieu de l'abondance de produits alimentaires qui pourrissent dans les entrepôts, de produits manufacturés invendus qui encombrent les magasins, de milliards de dollars gaspillés dans la course aux armements pour la gloire impériale de la ploutocratie et du militarisme.

Un associé et allié de John L. Lewis est ce fameux financier de Cleveland, Cyrus S. Eaton, soi-disant libéral et ami de Nikita Khrouchtchev, et grand animateur de l'efficacité scientifique soviétique. Lewis choisit Eaton parce que celui-ci connaît à fond l'industrie charbonnière et la ramification des industries qui dépendent du charbon pour leur force motrice.

Pour ne pas alarmer les autres capitalistes, Cyrus Eaton acheta secrètement — au nom de la United Mine Workers — la Nashville Coal Company et la West Kentucky Coal Company, deux puissants complexes miniers qui contrôlent l'extraction du charbon dans divers Etats. Naturellement, le premier soin de Lewis et d'Eaton fut de faire entrer les travailleurs de ces deux compagnies dans les rangs de l'U.M.W. et de verser au fonds de retraite 0,40 dollar pour chaque tonne de charbon extraite par les nouveaux membres de l'Union des mineurs.

C'est ici qu'entre en jeu le Tennesse Valley-Authority, l'imposant complexe de digues et d'installations hydro-électriques construites sur le fleuve Tennesse et ses affluents. La T.V.A. permit un énorme développement des industries locales, y compris les grands laboratoires atomiques de Oak Ridge (Tennessee) et de Paducah (Kentucky), et lorsque l'énergie électrique se révéla insuffisante, on construisit des centrales électriques alimentées par le charbon, de telle façon qu'aujourd'hui la T.V.A. consomme vingt et un millions de tonnes de charbon par an.

Ce charbon était en grande partie extrait des mines du Tennessee et de l'Alabama par des mineurs organisés au sein de l'U.M.W., fidèles suivants de John L. Lewis qu'ils admiraient en tant que défenseur des mineurs et indéfectible ami des déshérités.

A l'automne de 1955, les mineurs de la Sequatchie Valley (Tennessee) dont le charbon était utilisé par une centrale électrique de la T.V.A. située sur le Widow's Creek (Ruisseau de la Veuve), se mirent en grève pour obtenir une augmentation de salaire. Les veines de charbon de la Sequatchie sont moins rentables que celles des mines du Kentucky ; elles sont exploitées par des sous-traitants qui emploient quelques dizaines de mineurs et avec lesquels Lewis ne sympathisait pas. Navait-il pas publiquement déclaré, en 1950, en parlant d'eux : « Pour ces minables concessionnaires il n'y a pas de place dans le système américain de la libre entreprise. »

De caractère entier et indépendant, enclins à l'action directe, les grévistes de Saquatchie eurent recours aux armes pour empêcher que les lourds trains chargés de charbon provenant du Kentucky n'arrivent au Widow's Creek, et ils y parvinrent par le moyen d'un accord avec les cheminots, lesquels, ayant compris la gravité de leur situation, se solidarisèrent avec eux.

Toutefois, les grévistes ne parvinrent pas à arrêter les énormes chalands chargés de charbon qui descendaient le fleuve jusqu'à Widow's Creek.

Après des années de grève, réduits à la misère et au désespoir, les grévistes se refusèrent à croire les rumeurs selon lesquelles le charbon provenant du Kentucky était extrait par des membres de leur Union ; pis encore, que ce charbon venait de mines qui étaient la propriété de la United Mine Workers ; et que l'idole des mineurs, John L. Lewis, était le traître, le jaune, le brise-grève responsable de l'échec de leur mouvement et de leur affreuse misère.

Finalement, la lamentable histoire fut connue quand les petits adjudicataires de Sequatchie citèrent Lewis en justice, et que les journalistes Nat Caldwell et Gene S. Graham, ayant eu accès aux documents officiels, publièrent les détails de la situation dans un long article paru dans la revue « *Harpers Magazine* » du mois de décembre 1961, d'où je tire cet article.

Maintenant, après plus de six ans, la grève continue. Le charbon du Kentucky, fourni à un prix inférieur, extrait de mines équipées de système d'automation dernier modèle, fit baisser le prix de l'énergie électrique de la T.V.A., fait dont John L. Lewis est très fier en tant que promoteur du bien-être public.

Qui s'occupe encore de quelques centaines de chômeurs végétant misérablement grâce à la charité publique ? Il faut ajouter que les grévistes, dans l'impossibilité de payer leurs cotisations mensuelles à l'U.M.W., n'ont plus droit après un an, aux soins médicaux, à l'hospitalisation, aux pécules et autres avantages accordés aux membres en règle de l'Union des mineurs. Mis en marge de la vie sociale, obligés de vivre comme des bêtes, voilà où les ont conduits les actions louches et les trahisons infâmes de leur protecteur et président, John L. Lewis.

Société associée à la West Kentucky, la Peabody Coal Co, trop fameuse compagnie, était, il y a trente ans, l'alliée de Lewis dans la répression de la longue et sanglante agitation des mineurs de l'Illinois (Progressive Miners) provoquée par l'arrogance de J.L. Lewis et la corruption de la United Mine Workers. La Peabody possède à Paradise, dans le Kentucky, une vaste « strip mine » (veine de charbon à la surface de la terre) voisine d'une importante installation d'énergie électrique de la T.V.A. Dans cette mine seront prochainement mises en service trois énormes excavatrices électriques, manœuvrées chacune par un seul homme. En une journée de travail de 8 heures, ces excavatrices peuvent charger sur les wagonnets quelque chose comme cinq mille tonnes de charbon. De cette façon, grâce à l'automation, le travail de trois hommes permettra de verser chaque jour 4.000 dollars au fonds de retraite, somme équivalente à celle que produirait le travail de 300 mineurs, actuellement en chômage, mais dans l'impossibilité de payer leurs cotisations et par conséquent automatiquement rayés de la liste des bénéficiaires du Fonds de Retraite de la United Mine Workers. Voilà les résultats de l'automation souhaitée, développée, appliquée au maximum par John L. Lewis et par ses amis capitalistes, pour le plus grand profit de l'industrie, des dividendes et de la haute finance.

DANDO DANDI.

POUR LES VICTIMES DES « RATONNADES »

Le Comité de Solidarité présidé par Laurent Schwartz fait un appel pour qu'on lui envoie de quoi acheter « pansements, médicaments d'urgence, matériel chirurgical » pour les hôpitaux de fortune installés dans leurs propres quartiers par les musulmans d'Alger et d'Oran, afin d'y soigner leurs blessés.

Les fonds sont à envoyer à :
Albert Roux, 30, rue Lecourbe, Paris-XVe
Ch. post. 7.419-99 Paris

LES CONSÉQUENCES DE PUNTA DEL ESTE

A titre documentaire, nous publions des impressions de notre camarade mexicain Victor Alba sur la dernière conférence interaméricaine.

Vingt pays américains ont reconnu que le régime de Fidel Castro, à Cuba, était un régime commmuniste, et que ses activités hors de ses frontières menaçaient la sécurité du continent. Mais seuls quatorze de ces pays ont voté l'exclusion de Cuba du système interaméricain, quoiqu'ils aient tous approuvé son exclusion du Conseil Interaméricain de Défense.

Ainsi le régime de Castro est un danger, et l'on ne peut accepter sa présence au Conseil qui discute les questions militaires de défense de l'hémisphère. Mais six pays sont disposés à consentir à sa présence au Conseil de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) où l'on discute les questions politiques, économiques et sociales du continent.

Cet échantillon de contre-sens est le résultat auquel sont arrivés vingt ministres des affaires étrangères américains, après une semaine de discussions, de négociations, de propositions de formules de transactions pour en arriver finalement au vote, à Punta del Este.

La réunion s'est tenue dans ce qui est habituellement la salle de jeux d'un des hôtels de la plage uruguayenne. Il n'y avait pas de roulette, bien entendu, mais la lecture de l'accord final de la conférence donne l'impression que ces décisions ont été tirées au sort, qu'elles sont dues au hasard plus qu'à la réflexion. Et pourtant, si on examine de manière approfondie la réalité latino-américaine, on verra que ce résultat en apparence absurde a son explication et sa cohérence.

Avant tout, pourquoi la réunion ? Elle avait été proposée par le gouvernement colombien, pays où on vient d'approuver une loi de réforme agraire, où il y a des dizaines de « guerillas » plus ou moins castristes dans les montagnes, et où les élections de mars peuvent mener à une situation très difficile.

Exclusion de l'O.E.A.

Quatorze pays votèrent en faveur de la réunion, ceux-là mêmes qui à Punta del Este ont voté pour l'exclusion de Castro du système interaméricain.

Il est indiscutable que les Etats-Unis ont vu d'un bon œil l'initiative de la Colombie. Qu'en attendait-on ?

On pouvait obtenir une condamnation énergique du régime castriste, son exclusion de l'O.E.A., l'établissement de sanctions et la rupture de relations diplomatiques, ou bien la condamnation et l'exclusion, sans sanctions ni rupture. On s'est finalement décidé à Punta del Este pour la condamnation et l'exclusion, laissant au Conseil de l'O.E.A. le soin de trouver le moyen juridique d'appliquer cette décision, car la Charte de l'O.E.A. ne prévoit pas l'expulsion d'un membre. C'est une de ces absurdes situations qui découlent du manque de vision de diplomates et juristes.

Cette lacune de la Charte servit justement de prétexte aux six pays pour ne pas voter l'exclusion de Cuba. Personne, en effet, ne doute qu'il ne s'agisse d'un prétexte. Quels furent les motifs réels ? Dans le cas du Mexique, l'attachement à une longue tradition de la diplomatie mexicaine qui a toujours réagi nettement pour la non-intervention. Dans le cas de la Bolivie, un danger de scission au sein du mouvement révolutionnaire, dans lequel des éléments cherchent un prétexte pour s'opposer au gouvernement de Paz Estensoro. Mais les autres ? Argentine, Brésil, Equateur et Chili ? Le castrisme n'y est pas assez fort pour provoquer une situation grave, et le Venezuela vient de démontrer qu'avec une opposition castriste beaucoup plus forte, on peut adopter une politique anticastriste sans réel danger pour le gouvernement.

Graves problèmes de structure sociale

Les uns expliquent cette attitude par le besoin d'affirmer l'indépendance de la politique extérieure de ces pays. D'autres disent que ce sont tous des pays éloignés de Cuba et qu'ils ne sentent pas comme ceux des Caraïbes, l'imminence de la menace castriste. Il y a du vrai dans ces deux explications cherchant à rationaliser l'attitude de ces pays, mais il me semble que la véritable cause est autre. Ces quatre pays ont de graves problèmes de structure sociale et leurs gouvernements respectifs ne paraissent pas disposés à réformer vraiment cette structure (pas même en Equateur, malgré le prétendu mouvement vers la gauche). Ces pays suivent la politique qui a caractérisé Janio Quadros : neutralité, une attitude tolérante à l'égard du castrisme, à l'extérieur, afin de gagner l'appui des forces influencées par les communistes pour une politique intérieure conservatrice, cherchant à amener la récupération économique en exigeant des sacrifices du peuple et non des classes privilégiées.

Quelle conséquences peut avoir la décision de Punta del Este ? Psychologiquement, elle est, bien sûr, nuisible pour Castro. En Cuba même, de nombreux Cubains se sentiront isolés, séparés des peuples qu'ils jugent proches. Dans ce sens, il est même préférable que l'on n'ait pas voté de sanctions économiques, car Castro en aurait fait l'excuse de ses échecs.

Dans l'ordre pratique, l'exclusion n'aura aucune conséquence tangible. Cuba ne participait pratiquement pas au système, et surtout ne fait pas partie de l'Alliance pour le Progrès, qui en est aujourd'hui l'expression la plus importante. D'ailleurs les sanctions n'auraient pas eu de conséquences non plus. Elles auraient certainement rendu plus difficile la vie des Cubains, mais on ne connait aucun régime dictatorial — et moins encore communiste — qui ait disparu à la suite de sanctions. On exige alors plus de sacrifices du peuple, et pour ce faire, on renforce l'appareil totalitaire.

Pas d'achat de votes par les Etats-Unis

Dans ce sens, il est important de constater que Punta del Este marque le moment où la question cubaine cesse d'être une affaire privée entre La Havane et Washington et devient un problème entre Cuba et de reste du continent.

La réunion a eu une conséquence psychologique imprévue et d'importance. Toute l'Amérique s'est rendu compte que les diplomates nord-américains n'utilisaient pas l'Alliance pour le Progrès comme un levier pour forcer des décisions favorables à la politique des Etats-Unis. Les pays qui s'abstinrent de voter l'exclusion sont ceux qui ont reçu et reçoivent le plus d'aide des Etats-Unis et qui comptent recevoir une partie substantielle des 20 milliards de dollars prévus pour financer les plans de l'Alliance. On était tellement certain que Washington ne pensait pas à recourir à des pressions financières, qu'à aucun moment on ne fit allusion à ces questions. Même la délégation cubaine, contre son habitude, se retint de parler « d'achat de votes par les Etats-Unis ».

L'Alliance avait été reçue avec une certaine réserve, justement parce qu'une partie de l'opinion publique craignait qu'on ne s'en serve pour forcer une action anticastriste. Punta del Este a fait évaporer ces réserves. Grâce à cela, la voie est désormais libre et les forces politiques et syndicales, qui jusqu'à présent appuyaient l'Alliance pour le Progrès, sans y prendre part, pourront dorénavant collaborer avec elle.

La victoire réelle de la diplomatie nord-américaine à Punta del Este et le coup le plus fort porté à Castro dans cette réunion, n'ont peut-être pas été le document approuvé, mais le fait que Washington a démontré qu'il ne pense pas se servir de l'Alliance pour « acheter des votes ». On peut donc dire que la réunion de Punta del Este crée les conditions permettant que l'Alliance sorte des bureaux ministériels et des officines de techniciens et gagne la rue.

Victor ALBA.

Où va le P. S. U. ?

Le camarade Félix Rivière, de Lyon, nous prie de reproduire les deux lettres qu'il a adressées à la direction du P.S.U. à Paris et à sa section lyonnaise. Et, ces deux lettres étant demeurées sans réponse, Rivière voudrait qu'elles soient au moins connues des amis de la « R.P. » qui militent au P.S.U. pour qu'ils « en tirent les conséquences qu'ils jugeront bonnes ». Le sujet traité est de ceux pour lesquels nous combattons depuis la naissance de la « R.P. », il y a plus de trente-sept ans. Il demeure toujours d'actualité. Aussi n'hésitons-nous pas à donner satisfaction au camarade Rivière.

Lyon, le 14 février 1961.

Aux Camarades de la Direction du P.S.U., Paris.

Chers Camarades,

Je vous demande de bien vouloir publier, en vue du prochain Congrès, l'étude ci-jointe de Schachtman « Le Stalinisme est-il la gauche du mouvement ouvrier ? ». Cette étude me paraît, en effet, d'une brûlante actualité.

Notre P.S.U. autorise des espoirs dans le mouvement ouvrier. Il ne faudrait pas qu'il les déçoive.

Notre parti ne peut évidemment se situer dans un splendide isolement ; il est bien obligé de se chercher des alliés. *Et le choix de nos alliés est à mon sens une question fondamentale.*

Quelle que puisse apparaître la similitude de nos positions immédiates avec celles du Parti communiste. nous ne pouvons nous allier avec ceux pour lesquels *l'écrasement de tout mouvement ouvrier est en fin de compte indispensable à leur victoire.*

Quelles que soient nos divergences, nos oppositions avec les réformistes plus ou moins « droitiers » (même ceux qui suivent Guy Mollet), nous pouvons nous allier avec ceux *qui en fin de compte ont besoin d'un mouvement ouvrier pour exister.*

Si notre parti devait continuer à considérer le Parti communiste comme étant « de gauche », il se condamnerait à la sclérose :

1. Il n'inspirerait nulle confiance à ceux qui, dans le mouvement ouvrier entendent ne pas confondre leur lutte avec celle du stalinisme ;

2. Il permettrait aux bonzes réformistes d'apparaître comme les seuls représentants valables du mouvement ouvrier ;

3. Les militants ayant à choisir, dans une telle conjoncture, risquent d'être soit attirés par le P.C. ou la S.F.I.O. ou d'être refoulés de la lutte.

D'autre part nous apporterions ainsi notre appui à la mystification stalinienne, nous aiderions, que nous le voulions ou non à la victoire du stalinisme, et celui-ci nous en récompenserait bien mal. Espérons que l'écrasement de tout mouvement ouvrier réel dans les pays où le stalinisme est maître nous ouvrira les yeux. En ce sens les défaites du prolétariat n'auraient pas été vaines. Il serait lamentable qu'il en fût autrement.

Nous devons être le parti révolutionnaire qui manque en France. Nous ne pouvons l'être qu'en rectifiant d'urgence notre orientation en ce qui concerne le parti communiste. A partir de là tout sera certes à faire et non sans difficulté, mais tout pourra se faire si nous savons redonner confiance au mouvement ouvrier dans sa lutte émancipatrice.

Félix RIVIERE.

***

Lyon, le 24 avril 1962.

Aux Camarades de la section Part-Dieu du P.S.U.

Chers Camarades,

Depuis le mois de mai 1961 j'ai cessé de cotiser au P.S.U. ; je me suis abstenu d'assister à vos réunions ; je n'ai répondu à aucune de vos convocations. J'ai du reste eu l'occasion de dire à des camarades de notre section que je n'avais rien à faire dans un parti où la discussion de mon point de vue était interdite.

En effet, le 14-2-61, j'adressais une lettre à la Direction Nationale du P.S.U., demandant la publication d'une étude « Le Stalinisme est-il la gauche du mouvement ouvrier ? » et rejetant, en conséquence de cette étude, notre alliance avec le parti dit « communiste ». Il est normal que des camarades ne partagent pas mon point de vue ; vous pouvez même considérer qu'il est normal qu'une telle discussion soit interdite dans le parti. Vous me permettrez d'être d'un point de vue différent et qu'en ce qui me concerne il me paraîtrait anormal de continuer à appartenir à ce parti, quelle que soit par ailleurs la sympathie qu'un grand nombre de camarades aient pu m'inspirer.

Non seulement la discussion ne fut pas ouverte en vue du Congrès National, non seulement ma lettre et l'étude ne furent pas publiées mais la Direction Nationale ne daigna même pas répondre.

J'attendis jusqu'en mai, c'est-à-dire un mois ou deux après le Congrès, voulant espérer une réponse, contre tout espoir.

Ni Paris, ni Lyon n'estimèrent sans doute qu'aucun sujet ne devait être tabou dans le parti, pas plus celui de notre alliance avec le parti « communiste » qu'un autre sujet. Pas du reste la moindre lettre d'explications ni de Paris, ni de Lyon. Je décidais donc de me conduire avec autant de mépris vis-à-vis du P.S.U. qu'il en avait envers moi.

C'est ce qui explique mon attitude depuis un an. J'ai par la suite pensé que je devais cette brève explication aux camarades de ma section, bien que cette dernière ait eu à mon endroit une attitude qui en fait avalisait celle de Paris.

Par ailleurs, j'ai estimé que dans le dernier plébiscite, seul de tous les partis, le P.S.U. avait eu une position valable du point de vue ouvrier. J'avais du reste pris la même position, de même que dans l'avant-dernier plébiscite. Du point de vue ouvrier on pouvait du reste se prononcer également pour l'abstention.

Quoi qu'il en soit si j'ai décidé de ne payer aucune cotisation depuis que le parti par son attitude m'a rejeté (j'aurais même dû cesser de cotiser depuis mars 61), j'ai décidé de vous adresser une somme de 10 NF pour participation aux frais de votre campagne en faveur du NUL au plébiscite ; veuillez me dire où je dois l'adresser.

En espérant que les événements nous feront ouvrir les yeux avant que nous nous retrouvions dans un camp de concentration fasciste, « communiste » ou autre, je vous en serre cinq à tous.

Félix RIVIERE.

Parmi nos LETTRES

Sur le problème algérien

De J. CAVIGNAC, de Paris, cette lettre adressée à Louzon :

Je vous avais déjà exprimé que je n'étais pas d'accord avec vous pour une évacuation de l'armée française qui laisserait face à face Musulmans et Pieds-Noirs et inspirerait à ces derniers une crainte salutaire, commencement de sentiments coopératifs.

Vous dites que dans le bled où les Pieds-Noirs n'ont plus la protection complice de l'armée française, il n'y a pas de violences de la part des Européens. Si vous me permettez de revenir à la charge, je vous dirai qu'au contraire les Européens du bled n'avaient pas eu assez peur jusqu'ici et croyaient à la coopération. Mais maintenant, ils ont peur et s'en vont, témoin l'information parue aujourd'hui dans « Combat » (p. 2 col. 6) que je vous envoie, selon laquelle « une forte proportion, surtout lors du dernier départ était constituée par des Européens des petits centres de l'intérieur ».

Si l'on admet, que le rapatriement massif des

Pieds-Noirs ne serait profitable ni à l'Algérie, ni à la France, on peut dire que la peur, mauvaise conseillère n'est pas faite pour hâter une paix véritable.

D'ailleurs, n'est-ce pas en partie cette peur née de la terreur exercée par le F.L.N. qui a rendu fous et criminels une partie des Pieds-Noirs? La peur semble donc avoir eu deux effets : dans les villes où les Européens sont en force, contre-terreur pire que la terreur et, dans le bled, la valise ou la mitraillette.

Je n'ai pas la prétention d'avoir une solution-miracle du problème algérien, mais je crois que l'armée française, au moins autant que le F.L.N. devrait demeurer sur le terrain pour empêcher, dans la mesure du possible, les heurts sanglants et l'exode également catastrophique. Son retrait ne provoque pas, en effet, une crainte raisonnée qui pourrait être le commencement de la sagesse, mais une panique démentielle.

Considérations sur l'Histoire

Du meme auteur, cette lettre adressée à Hagnauer:

J'ai lu avec un grand intérêt vos derniers « Propos Inactuels ». Historien de profession, j'apprécie de « purger l'esprit par la critique historique ». C'est une ascèse d'autant plus nécessaire que l'on a tendance, appartenant à un mouvement, au conformisme intellectuel et à l'esprit de clocher.

Ce qui me scandalise dans la presse actuelle, c'est la malhonnêteté : citations tronquées, slogans, application aux adversaires d'épithètes et d'étiquettes.

La critique historique peut être là très utile, par le respect du document matériel et de la pensée d'autrui et même, comme vous le dites à propos du Larousse, pour peser le grain des mots.

Elle est une méthode de pensée enrichissante pour un militant qui veut discuter des réalités en se gardant du verbalisme.

Mais là où la chose devient difficile, c'est quand il faut prévoir les faits et proposer une action efficace. Qu'on puisse confronter ses espérances et son action passées aux réalités d'aujourd'hui, ne donne pas la clef de tout, car il peut naître dans l'avenir de nouveaux facteurs d'évolution. Je me méfie une peu, comme Péguy dans « Clio », des « leçons de l'histoire ». La réflexion réaliste permet de se proposer une action qui épouse les faits le plus possible, mais elle ne peut prévoir que les grandes lignes d'une évolution. La concentration de l'esprit sur lui-même, doit s'accompagner d'une critique de sa propre réflexion que propose le choc des faits. Il faut toujours rectifier sa visée en cours de tir.

Je ne partage pas votre opinion sur l'optimisme passif des croyants. Sans vouloir jouer sur les mots, je crois qu'on pourrait parler, pour les chrétiens, de « pessimisme actif ». Il y a chez eux un souci de transformer le monde et de dominer la nature (cf. le récit de la création dans la Genèse). Il y a un « réalisme chrétien » dans la mesure où les chrétiens, ne s'illusionnant pas sur ce monde, s'efforcent cependant de l'améliorer. Mais il faut reconnaître qu'il y a eu et qu'il y a encore, pour un bon nombre d'entre eux, une « aliénation religieuse » qui se satisfait de la passivité naturelle.

A propos du S.N.E.S.

De J. GALLIENNE (Hérault) :

J'ai lu ce que Ruff écrit au sujet de la présentation d'une liste de l'« Ecole Emancipée » pour le renouvellement de la C.A. du S.N.E.S. Etant candidat sur cette liste, j'ai ceci à lui répondre : les membres de l'E.E. appartenant au S.N.E.S. ont été consultés sur l'opportunité de la rupture avec la majorité. Presque tous ont approuvé cette rupture. Cependant, certains camarades ayant des responsabilités dans le S.N.E.S. n'ont pas voulu se séparer de la majorité. En conséquence, ils ne font plus partie de l'E.E. et ne sauraient en aucune façon être considérés comme ses représentants. Il n'y a là aucune manœuvre, contrairement à ce que suppose Ruff.

Le « Traité d'économie Marxiste »

d'Ernest MANDEL

Après le désarroi doctrinal des années d'entre-deux-guerres, et les déviations tactiques et politiques dont les plus graves furent celles de Staline et d'Henri De Man — conditionnées toutes deux par les repliements nationalistes après l'échec de la Révolution chinoise de 1927 — il pouvait paraître étonnant (la révolution permanente ayant à présent repris sa course dans le monde) qu'un bilan général du marxisme ne fût pas établi à l'échéance de son premier siècle d'existence, prélude d'une révision, non plus dans un sens négatif, mais dans un sens positif.

Lecteur de « La Gauche », petit hebdomadaire belge caractérisé non pas par une stérile « opposition » socialiste, mais bien par une très constructive « critique » socialiste des faits économiques, sociaux, politiques (wallons, flamands et internationaux) j'avais été frappé par une unité de vue et une orientation générale que conditionnait une base doctrinale soucieuse d'unir plutôt que de dresser l'une contre l'autre les diverses fractions, la chrétienne comprise, d'un prolétariat que l'ennemi de classe (qui, lui, ne perd jamais de vue ses buts) a tout intérêt à diviser.

Cette unité de vue, qui allait jusqu'à maintenir bien ferme la notion de *prolétariat,* d'action *prolétarienne* et de culture *prolétarienne* — face à un opportunisme verbal que tant de petits bourgeois sophistiquent à concurrence que veux-tu depuis que le Congrès de Kharkoff de 1930 s'est ingénié à écarter notre terminologie de base — cette unité de vue me paraissait bien être le fait d'une personnalité sûre de son propre marxisme, et des deux branches de sa fronde : matérialisme historique et lutte de classes...

Ajoutez à cela une qualité de présentation de « La Gauche » qui, compte tenu de ses moyens matériels modestes, en fait l'hebdomadaire techniquement le meilleur de la presse belge (un hebdomadaire qu'un homme de goût ne craint pas de déployer en public) et vous comprendrez ma secrète satisfaction. J'en étais toujours à penser qu'il était minuit dans le siècle, selon l'expression désenchantée de Victor Serge, et j'éprouvais la surprise heureuse des premières lueurs d'une aube...

L'annonce de la publication par Ernest Mandel, rédacteur en chef de ce vivant hebdomadaire, d'un « Traité d'économie marxiste » (1), m'amena le plus naturellement du monde à souscrire à pareil ouvrage.

Je l'ai reçu la veille du premier mai de cette année. Deux volumes, de plus de 500 pages chacun. Cela ne se lit pas en un jour, surtout lorsque des obligations professionnelles mercenaires, dans les bas-fonds des affaires belges de « contentieux » commercial et civil, vous obligent à consacrer vos huit meilleures heures de la journée au service d'un « patronat » d'autant plus méprisable qu'il n'est que d'argent.

Mais cette fois, de quel profit me furent les belles heures du petit matin que j'aime à consacrer à un travail qui me plaît !

« Le Traité d'économie marxiste » d'Ernest Mandel n'a rien de rébarbatif. Il est écrit dans ce français à la fois simple et châtié que j'avais apprécié déjà dans les livres de Lucien Laurat.

On dirait que, du point de vue des exposés doctrinaux, c'est le classicisme d'Emile Vandervelde qui a fait école, tout autant par ailleurs que le style percutant de Trotsky dont le génie était véritablement complet.

Je ne taquinerai Ernest Mandel qu'à propos de ce « monopolistique » auquel il paraît attaché, seul rappel de l'affreux jargon par lequel Henri De Man essayait de justifier des prétentions trop professorales à la profondeur. N'aurions-nous pas été définitivement sensibilisés au système « néo-socialistique de la scolastistique économistique ? ». Avec de Man, c'était même de-

(1) Editions Julliard.

venu « mystique révisionnistique psychologistique »...

Mais assez taquiné à propos de l'« écono-mystique ». Ernest Mandel est précisément aux antipodes d'Henri De Man.

Il est même très plaisant de le voir, à la fin de son ouvrage, nous annoncer la bonne nouvelle que voici :

« Les économistes marxistes revendiquent l'honneur d'être la première catégorie d'hommes de science à travailler consciemment en vue de la suppression de leur propre profession. »

Personnellement, je ne crois pas beaucoup à la suppression de la science économique qui, sans doute, subsistera dans la société socialiste comme une subdivision de la science statistique générale, à laquelle Trotsky attachait la plus grande importance.

Mais en attendant, sinon la suppression, à tout le moins la subordination de la science économique aux besoins réels des hommes, il est heureux qu'un spécialiste marxiste de cette science ait pu, à lui seul, édifier un ouvrage d'une importance aussi considérable que son « Traité d'Economie marxiste ».

En lui adressant ma souscription, j'avais écrit à Ernest Mandel qu'un « Nouveau Manifeste » me paraissait être de nécessité primordiale. Il m'a répondu que c'était très ambitieux. Je suis convenu avec lui qu'un tel projet, dans sa nécessité criante, ne pouvait sans doute plus être le fait d'un homme ou de deux, mais bien d'une équipe.

Que dire toutefois des mille pages du « Traité d'Economie marxiste » et des quelque deux mille ouvrages de références dont il fait état ?

Que dire des statistiques à confronter, s'étendant sur des décennies, pour en dégager une synthèse du mouvement économique, social, politique ?

Ernest Mandel l'avoue d'ailleurs : la tâche qu'il a personnellement entreprise nécessitait, elle aussi, un travail d'équipe. Toutefois, l'obstacle majeur auquel il a dû se heurter résidait très certainement dans le tragique défaut d'unité entre les diverses tendances contemporaines du marxisme, aggravé par le dogmatisme statique des bureaucraties et des technocraties qui voudraient arrêter la révolution prolétarienne aux frontières de classes ou de castes nouvelles.

D'autre part, même les tenants de la révolution en mouvement permanent que sont les trotskystes sont divisés en sectes si opposées encore qu'il a dû se révéler impossible de les amener à un travail positif d'équipe.

Ernest Mandel s'est trouvé seul, mais lucidement seul, face à son grand projet. Et jeune encore, il a eu le courage de planter le bouquet au faîte de son entreprise, déterminée par la pensée de réunir toutes les bonnes volontés marxistes.

Même sa critique de l'économie soviétique, l'accent mis sur la tyrannie bureaucratique et technocratique, les pratiques de corruption et de marché noir, les différences de revenus qui vont de 1 à 20 pour les privilégiés du régime (sans compter les avantages sociaux qui multiplient encore ces différences) même cet aspect peu encourageant d'une économie à la recherche de sa justice sociale, ne participent chez lui d'aucune tendance négative.

Ernest Mandel reste positif dans son panorama critique tant de l'économie capitaliste à son déclin que de l'économie socaliste à son aurore.

Il est impossible de résumer un tel ouvrage dans son intégralité. La vingtaine de pages de notes que j'ai prises en le lisant me demanderait un développement tel qu'un numéro tout entier de la « R.P. » ne suffirait pas à le contenir.

Pour ramener les choses à l'essentiel, disons que Mandel fait bonne justice de cette « paupérisation absolue du prolétariat », théorie attribuée à Marx par des adversaires politiques et qui a tant servi de prétexte aux révisionnismes négatifs.

Mandel souligne que Marx a toujours insisté sur le fait que la valeur réelle des salaires en régime capitaliste répond à des lois complexes et que la dénonciation de ce régime doit être indépendante du niveau relatif des salaires.

Tout le travail de Mandel nous fait entrevoir, non pas une société socialiste issue d'une « organisation de la disette », mais bien une société socialiste basée sur une orientation de l'abondance de biens de consommation et de services sociaux.

N'est-ce pas ce socialisme-là qui, en réalité, commence à se développer sous nos yeux, au milieu des contradictions inhérentes à toutes les phases de transformation profonde et dont la plus saisissante à notre époque est, du côté capitaliste, un surplus de céréales qui ne peut être consommé et, du côté des démocraties populaires, la famine en Chine ?

Cette contradiction ne plaide pas le moins du monde en faveur du capitalisme ! Elle signifie tout simplement que la société socialiste en gestation doit, en fonction d'une économie planétaire, soustraire le surplus de production invendable des pays capitalistes à une loi de profit monétaire qui ne joue plus, pour être distribuée aux peuples déshérités sans les obliger pour autant à adopter un mode de vie qui ne leur plaît pas.

Sans doute pourrait-on malicieusement objecter que, dans une société socialiste d'abondance de biens de consommation et de services sociaux, il n'y aura tout de même jamais assez de champagne et de caviar pour tout le monde... Sans doute... Sans doute... Des biens, même de consommation alimentaire, échapperont toujours, par leur rareté ou leur qualité, à la loi de l'abondance...

Qu'on les réserve donc pour les jours de fête ! Et pour les cliniques ! Et pour les maisons de convalescence !

Tous les militants de nos Internationales prolétariennes, soucieux d'un nouveau départ vers un monde libéré des lois de la concurrence capitaliste et impérialiste, des servitudes du profit et de l'argent, de l'exploitation de l'homme par l'homme, des formes raffinées d'asservissement des travailleurs par la technocratie, du dépassement des nationalismes, trouveront dans le « Traité d'Economie marxiste » non seulement des rappels qui les confirmeront dans leurs convictions comme cette page saisissante et classique de Rosa Luxembourg sur l'interdépendance économique de tous les peuples du monde, mais des vues toutes nouvelles empreintes d'un optimisme réconfortant.

Qu'ils y réfléchissent et se rencontrent donc pour confronter positivement les réflexions que ces vues leur auront inspirées.

Pourquoi ne réunirions-nous pas, au cours de l'été de l'an prochain, un « Pontigny » dans un but d'accord ? En vue notamment de ce « Nouveau Manifeste » qui préluderait à un regroupement marxiste international ?

La condition première d'une société socialiste sans trop d'esquilles n'est-elles pas, de la part de ceux qui travaillent lucidement à son édification, la bonne conscience humaniste ?

« Envisager avec des yeux dégrisés les conditions d'existence des hommes et leurs rapports réciproques... »

Cette proposition du premier Manifeste reste plus que jamais valable.

Et si la science « écono-mystique » se voit dépassée, si l'argent cesse d'être le seul étalon de valeur, le socialisme n'est-il pas appelé à devenir purement et simplement un problème d'éthique, et en dernier ressort de *culture prolétarienne*, le mot *prolétariat* devenant, avec tous ses dérivés, le premier terme noble de la société socialiste ?

Pierre HUBERMONT.

Les « Amis de la Maison de Sèvres »

organisent, le jeudi 21 juin et le samedi 23 juin, à 14 h. 30, au château de Bussières, 17, avenue Eiffel à Meudon-Bellevue, deux séances d'information et d'étude, sous la présidence de M. R. Pedrot, avec une introduction de Gilbert Walusinsky. Une partie artistique, exécutée par les enfants de la Maison, agrémentera ces séances consacrées aux expériences éducatives et à l'évocation de 20 ans de vie de la Maison de Sèvres.

Les amis de la « R.P. » sont cordialement invités.

A travers les LIVRES

MEMOIRE POUR LA REHABILITATION DE ZINOVIEV (L'AFFAIRE KIROV)

par Gérard Rosenthal

(Dossiers des « Lettres Nouvelles », chez Julliard)

« On se demandera s'il est encore nécessaire de dénoncer les grands procès de Moscou ». L'auteur exprime lui-même cette sorte de réserve interrogative dans son avant-propos. Je me suis moi-même demandé si cet ouvrage était nécessaire. Tout le monde sait aujourd'hui que Zinoviev et les autres compagnons de Lénine ont été assassinés par Staline, et que toutes les accusations portées contre eux au cours de ces procès de sorcellerie sont encore plus bêtes qu'elles ne sont odieuses. Ce n'est pas drôle de se replonger, vingt-cinq ans après, dans ces « documents » qui sont autant de faux, de réentendre ces aveux lamentables qui ne pouvaient tromper que celui qui voulait l'être, et ce sinistre valet de Vychinski, contre-révolutionnaire sanglant, que l'on nous présenta alors comme un « grand juriste » et que les intellectuels de la gauche française saluèrent comme tel !

Et puis, je me suis dit que les jeunes ne savaient pas, qu'il était utile de les édifier sur faits et sur pièces. Ce petit livre du camarade Gérard Rosenthal est une pièce importante du procès de Staline. Il n'empêchera pas qu'il ne soit aussi une pièce du procès du bolchevisme lui-même. La honte s'est étendue sur lui ; sur nous tous qui y avons été plus ou moins mêlés ; sur les innombrables complices, avoués ou hypocrites, du stalinisme.

Le dossier de Gérard Rosenthal ne contient, à vrai dire, rien de nouveau. Il avait été ouvert, complètement, à l'époque des drames sanglants dénommés « procès de Moscou ». Cependant, la plupart des « communistes » et sympathisants de l'époque se bouchèrent volontairement les yeux et les oreilles ; ils stoppèrent leur bon sens. La plupart approuvèrent ou tentèrent de justifier. Beaucoup même — et parmi eux les chefs actuels du parti qui se dit encore « communiste » — crachèrent à l'envi, avant et après leur assassinat, sur les victimes du tyran.

Aujourd'hui, la déstalinisation est commencée. Elle est loin, bien loin, d'être conduite à son terme. Les malheureux « fidèles » n'ont pas fini de boire la coupe d'amertume. Mais le procès de déstalinisation est une preuve que la vérité — et, par conséquent, la révolution — est la plus forte.

C'est pourquoi le « mémoire » de Gérard Rosenthal ne vient pas trop tard.

***

LE CAPITALISME EN PRATIQUE

par Pierre Bleton (aux Editions Ouvrières)

Je regrette d'avoir tant attendu pour parler ici de cet excellent ouvrage, paru déjà il y a presque un an. Je regrette aussi de ne pas pouvoir en parler plus longtemps. Il faudra y revenir.

Nous parlons souvent du capitalisme, de la concentration du capitalisme, des transformations du capitalisme, sans savoir exactement comment tout cela se traduit dans les faits actuels. Le livre de Pierre Bleton nous apporte des précisions sur tous ces points. Grâce à lui, nous connaîtrons, par exemple, les structures financières des « quatre grands » de l'automobile ; nous nous instruirons complètement sur une industrie nouvelle, comme celle des articles électro-ménagers. Nous verrons les banques s'installer dans les affaires industrielles. Enfin, dans sa dernière partie, le livre répondra à cette question : qui commande ? Le titre : « Le capitalisme en pratique », n'est pas trahit par l'ouvrage.

Il ne serait même pas mauvais que plusieurs d'entre nous, rédacteurs et lecteurs, le lisent et le discutent. Pour montrer à quel point il répond à nos préoccupations et aux questions qui reviennent dans chacune de nos discussions, il me suffira de citer ces quelques lignes de conclusion :

« *La place tenue par les problèmes économiques dans le monde du XIXe siècle nous paraît modeste comparativement au temps présent. C'étaient cependant les forces économiques qui, au nom d'intérêts privés, eux aussi économiques, dictaient secrètement leurs lois à la politique. Aujourd'hui l'économique est partout, mais ce sont des lois quasiment politiques qui régissent son domaine. Que l'entreprise soit privée ou publique n'a finalement pas tellement d'importance. C'est le système de dévolution du pouvoir qui compte. Or, ce système est fondé aujourd'hui — et il le sera de plus en plus — sur un nouveau mandarinat dont les premiers boutons se conquièrent par concours et les degrés suprêmes par cooptation. Ce n'est pas plus mauvais qu'autre chose. L'histoire récente montre en tout cas que ce n'est pas d'un manque d'efficacité dont souffre ce néo-capitalisme, produit croisé de la libre entreprise et du trust d'Etat, c'est d'une philosophie. La politique est au centre de notre organisation économique et toute politique suppose une idéologie. Mais si quelqu'un s'appliquait à redécouvrir la morale et la logique du système, il y a peu de chance qu'une telle doctrine puisse encore s'appeler capitalisme* ».

***

DICTIONNAIRE ECONOMIQUE ET SOCIAL

par Thomas Suavet (aux Editions Ouvrières)

Avoir sous la main un petit livre qui, sous la forme d'un dictionnaire, vous donne ou vous rappelle, au moment même où vous rencontrez un terme, ou au moment même où vous voulez l'employer, la définition de ce terme, n'est-ce pas ce que nous avons souvent demandé, tous autant que nous sommes ? Eh bien ! l'auteur de ce petit dictionnaire économique et social nous apporte ce qui nous manquait. Il ne se contente d'ailleurs pas d'une définition sèche. Il y ajoute une documentation et une bibliographie. A la fin de l'ouvrage, nous trouvons aussi un tableau chronologique fort bien fait qui met en correspondance les étapes du mouvement ouvrier avec les événements politiques et avec les faits économiques et techniques. Et puis, ce que personne ne regrettera, il y a un tableau des sigles, des abréviations par initiales qui envahissent aujourd'hui tous les textes.

N'y a-t-il pas d'erreur dans ce lexique social ? Vous ne me croriez pas si je vous disais que j'ai lu tous les articles qu'il contient. Mais, pour ne m'en tenir qu'aux mots que je viens de citer, je signale à l'auteur qu'il n'est pas vrai que, pour Marx, « la plus-value est la part de travail que le propriétaire vole à l'ouvrier ». Marx insiste au contraire sur ce point que le patron paye la force de travail à sa valeur, mais que la plus-value résulte du fait que la force de travail produit plus que sa valeur, c'est même la seule marchandise qui produit plus que sa propre valeur de reproduction. Je crois aussi qu'il y a, ailleurs, confusion entre bénéfice et profit.

Je dis cela seulement parce qu'un dictionnaire doit être exact. Mais, tel qu'il est, cet ouvrage est du très bon travail. Il sera fort utile au militant et, en général, à tous ceux qui s'intéressent au mouvement social. — R.G.

CHARLES VILDRAC

Il nous reste juste assez de plac epour signaler la parution chez Pierre Seghers, dans la collection Poètes d'aujourd'hui d'un « Charles Vildrac ». Poète, vieil abonné et ami de la R.P., qui reste de cette belle génération d'écrivains pour qui l'humain et le révolutionnaire se confondent, qui nous a donné notre Marcel Martinet.

Ce Vildrac-là, déjà riche de poésie, est encore « paré de fleurs » par ses amis qui sont aussi les nôtres : Pierre Menandeau et G. Bouquet. — R.H.

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 2 MAI. — Une voiture piégée dans le port d'Alger fait de nombreux morts parmi les dockers musulmans.
Manifestations antigouvernementales à Porto.

JEUDI 3. — Stabilisation du dollar canadien.

SAMEDI 5. — Etat d'exception décrété dans les Asturies et dans deux provinces basques (Espagne).
Messali-Hadj affirme qu'il n'y a aucun rapport entre le M.L.N. et l'O.A.S.
En Rhodésie du Nord, grève des mineurs.

DIMANCHE 6. — Réunion du comité politique du P.S.U.

LUNDI 7. — M. Segni, démocrate chrétien, élu président de la République italienne au 9e tour par 443 voix contre 334 à Saragat.
Au Laos, chute de Nam-Tha, la zone du Nord aux mains des communistes.
Explosion d'une bombe thermonucléaire américaine sous-marine dasn le Pacifique.
Au Zanzibar, état d'urgence, arrestation des leaders nationalistes.
Comité national confédéral de la C.G.T.-F.O. à Toulouse.
80.000 grévistes en Espagne.

MERCREDI 9. — Enlèvement d'Européens par les musulmans, à Alger et d'autres villes.
300.000 métallurgistes autrichiens en grève.

JEUDI 10. — Au château de Champs, entretiens de Gaulle et du roi du Maroc.
Fusillades à Oran entre service d'ordre et commandos européens.
Accords économiques entre les Etats-Unis et la Guinée.
A Nantes, lock-out à l'usine Sud-Aviation de Château-Bougon.

VENDREDI 11. — Dissolution de l'Association générale des étudiants d'Algérie.
Le syndicaliste allemand Heinz Brandt condamné à 15 ans de travaux forcés en Allemagne de l'Est, après avoir été enlevé à Berlin.
Au Portugal, arrestation d'étudiants grévistes de la faim.
Elections municipales en Grande-Bretagne : lourdes pertes conservatrices.

SAMEDI 12. — Election du Président de la République indienne.

DIMANCHE 13. — Six attentats au plastic dans la région parisienne.

LUNDI 14. — Appui de l'Action catholique aux grévistes espagnols.
Grèves-surprises dans la R.A.T.P.

MARDI 15. — Ouverture devant le Haut tribunal militaire de Paris du procès Salan.
Conférence de presse du président de Gaulle.
Grève générale de la S.N.C.F.
A la R.A.T.P., trois lignes de métro paralysées : 10 % des autobus en service.
Débarquement de marines américaines en Thaïlande.
A Belgrade, Djilas condamné à dix ans de prison.

MERCREDI 16. — Démission des ministres M.R.P. à la suite des propos du général de Gaulle contre l'intégration européenne.
A Hong-Kong, l'afflux des réfugiés chinois oblige les autorités anglaises à refouler les derniers réfugiés.
Grève des postiers.

JEUDI 17. — Voyage du président de la République dans le centre.

VENDREDI 18. — Grève du personnel de la navigation aérienne.
Manifestations et débrayages dans les chantiers de Nantes, dans les papeteries de Normandie.
Nouvelles manifestations d'étudiants au Portugal.

DIMANCHE 20. — Conseil national du Parti socialiste à Puteaux.

LUNDI 21. — Mise en place de la force locale à Alger et à Oran.

MARDI 22. — L'afflux des rapatriés d'Algérie oblige à un effort extraordinaire.
Arrestation de cinq membres d'un commando O.A.S. préparant un attentat contre de Gaulle.
Publication en République arabe unie de la Charte d'action nationale du président Nasser.
En Yougoslavie, augmentation des peines prévues pour délits économiques.
Grève de 24 heures des cheminots italiens.

MERCREDI 23. — Le groupe des indépendants, par 57 voix contre 31, demande à ses ministres de quitter le gouvernement.
Visite à Paris du président de la Mauritanie.

JEUDI 24. — Salan est condamné à la détention perpétuelle.
Carpenter, dans une capsule spatiale américaine, accomplit trois révolutions autour de la terre.
A Casablanca (Maroc), congrès de l'Union des forces populaires.

VENDREDI 25. — Sanglant engagement entre F.L.N.
Nouvelles bagarres entre M.N.A. et F.L.N. à et forces de l'ordre à Mostaganem (Algérie).
Clermont-Ferrand et dans le Nord : 3 morts.

SAMEDI 26. — Extension de la révolte kurde en Iran.

LUNDI 28. — L'O.A.S. s'attaque aux écoles et aux bâtiments publics.
Congrès du parti social-démocrate allemand à Cologne.
Mise en liberté totale de Messali-Hadj.

MARDI 29, — Grève de l'Electricité et du Gaz.

JEUDI 31. — Reprise du travail en Espagne.
Institution d'une cour de justice militaire qui remplace le Haut tribunal.
A Dijon, congrès national du M.R.P.
A Bezons, comité central du parti communiste.

D'où vient l'argent?

MOIS DE MAI 1962

RECETTES :

Abonnements ordinaires..	732,50	
Abonnements de soutien	215 »	
		947,50
Souscription		114,55
Vente au numéro		27 »
Vente des livres et brochures		126,45
Divers		55,90
Total des recettes		1.271,40
En caisse à fin avril		3.549,42
		4.820,82

DEPENSES :

Impression et papier (« R.P. » avril 62) ..		1.215,80
Frais d'impression du supplément..		153 »
Frais d'expédition		119,25
Téléphone		47 »
Autres frais généraux		163,31
Achats de livres		8 »
Total des dépenses..		1.706,36
En caisse à fin mai :		
Espèces	75,91	
Chèques postaux	3.038,55	
		3.114,46
		4.820,82

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Bernard Cazaubon (Hautes-Pyrénées), 30 ; Marcel Deleau (Gironde). 100 ; Dan Gallin (Suisse), 30 ; Marcel Guénec (Seine-et-Oise), 30 ; Jean Mahé (Finistère), 25. — Total : 215 NF.

LA SOUSCRIPTION

A. Azouit (Loire), 5 ; Etienne Chevance (Côtes-du-Nord), 2,50 ; Conti, 5,55 ; Paul Dufournier (Loir-et-Cher), 3 ; Jean Duperray (Loire), 8,50 ; Jacques Gallienne (Hérault), 5 ; Gamba (Paris), 4 ; Albert Lulé (Sarthe), 3 ; Marcel Marcadet (Seine-et-Oise), 3 ; Marcel Martin (Paris), 5 ; André Moine (Paris), 5 ; Armand Ollive (Haute-Savoie), 5 ; Etienne Poret (Nord), 5 , Guy Rosé (Paris), 5 ; Syndicat Bois-Bâtiment, 50. — Total : 114,55 NF.

LISEZ ET FAITES LIRE

PRESENCE DU SYNDICALISME LIBERTAIRE
par Louis MERCIER
L'exemplaire : 3 NF

LE SYNDICALISME LIBERTAIRE ET LE « WELFARE STATE »
d'Evert Arvidsson
L'exemplaire : 2 NF Par colis de 10 : 15 NF

L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS
par Roger Hagnauer
L'exemplaire : 1 NF

EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?
par Pierre Dichamp
Chaque exemplaire : 1 NF

Commandes à l'Union des Syndicalistes : R. Marcheti, 103, rue Orfila, Paris-20e
C.C.P. 7473-08 Paris

LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE
Tome II. — De Zimmerwald à la Révolution russe
par Alfred Rosmer
Prix net : 30 NF

MOSCOU SOUS LENINE
par Alfred ROSMER
Prix : 6 NF

LA CHINE
par Robert Louzon
Prix : 4 NF (franco)

TROIS SCISSIONS SYNDICALES
par Pierre MONATTE
Prix : 7 NF 20

LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE
de Roger HAGNAUER
L'exemplaire : 6 NF

L'EXPRESSION ECRITE ET ORALE
par Roger HAGNAUER
L'exemplaire : 9 NF 45

Commandes à La Révolution prolétarienne C.C.P. 734-99 Paris

Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris 12e. Le gérant : Roger HAGNAUER.